

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE
BUDGET DE MONTMARLON

*Étude monographique d'une très petite
commune du Jura*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE A LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON.

Le 26 Décembre 1919, à 2 heures

PAR

RAYMOND BRUN

CONTRÔLEUR ADJOINT DES CONTRIBUTIONS DIRECTES

Président..... M. BOUVIER
Assesseurs..... MM. LAMEIRE.
..... GONNARD.

LYON

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS LEGENDRE

14, rue Bellecordière, 14

1919

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

DOYEN

M. JOSSERAND, ✱, I. ☼, quai Gailleton, 29.

ASSEESSEUR

M. HUVELIN, I. ☼, rue Sala, 4.

PROFESSEURS

MM. GARAUD, I. ☼, ✱, Correspondant de l'Institut, Professeur de Droit criminel, rue de l'Hôtel-de-Ville, 79.

APPLETON (Charles), ✱, I. ☼, Professeur de Droit romain, rue Henri IV, 7.

COHENDEY, O. ✱, I. ☼, Professeur de Droit commercial, quai de la Guillotière, 23.

PIC (Paul), I. ☼, Professeur de Droit international public, place Ollier, 2.

APPLETON (Jean), I. ☼, Professeur de Droit administratif, place Gensoul, 2.

LAMBERT, A. ☼, Professeur d'Histoire générale du Droit français, rue Sully, 24.

BOUVIER, I. ☼, Professeur de Science financière et de Législation française des finances, avenue de Saxe, 186.

LAMEIRE, I. ☼, Professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif, rue de l'Orangerie, 14 (Clos Bissardon).

JOSSERAND, ✱, I. ☼, Professeur de Droit civil, quai Gailleton, 29.

HUVELIN, I. ☼, Professeur de Droit romain, rue Sala, 4.

LÉVY, I. ☼, Professeur de Droit civil, rue Pierre-Corneille, 61.

GONNARD, I. ☼, Professeur d'Histoire des doctrines économiques et d'économie politique, rue Vaubecour, 34 bis.

BOUVIER-BANGILLON, I. ☼, Professeur de Procédure civile, quai Claude-Bernard, 28.

PICARD, chargé d'un cours de Droit civil, rue Victor-Hugo, 16.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE
BUDGET DE MONTMARLON

*Étude monographique d'une très petite
commune du Jura*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE A LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 26 Décembre 1919, à 2 heures

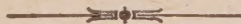


PAR

RAYMOND BRUN

CONTRÔLEUR ADJOINT DES CONTRIBUTIONS DIRECTES

Président.....	M. BOUVIER
Assesseurs.....	MM. LAMEIRE.
—	GONNARD.



LYON

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS LEGENDRE

14, rue Bellecordière, 14

1919

A M. XAVIER BRUN

DOCTEUR ÈS-LETTRES

PROFESSEUR AU LYCÉE DE LYON

Hommage de filiale reconnaissance

R. B.

BIBLIOGRAPHIE

- Budget de la commune de Montmarlon pour l'an 1809.
Comptes de gestion de cette même commune à partir de l'année 1841.
Budgets et comptes administratifs depuis 1860.
Délibérations du Conseil Municipal de Montmarlon de 1860 à 1914.
Budget de la commune de Lemuy pour l'exercice 1913.
Annuaire du département du Jura.
A. ROUSSET. — Dictionnaire historique des communes du département du Jura. — Lons-le-Saunier, 1856.
DUNOD DE CHARNAGE. — Histoire du Comté de Bourgogne. — Besançon 1740.
Abbé GUILLAUME. — Histoire des Sires de Salins. — Besançon 1758.
-

INTRODUCTION

Parmi les communes de France, beaucoup sont peu peuplées, peu étendues et pauvres. Là, il n'y a pas, à proprement parler, d'élections municipales, puisque tous ou presque tous les hommes majeurs font forcément partie du conseil de la commune et, de la sorte, celle-ci court le risque d'avoir de bien médiocres administrateurs. Là, il n'y a ni église, ni école et, par suite, le village dépend d'un autre village pour le service religieux et l'instruction des enfants. Là, les ressources financières sont très faibles, et veut-on y avoir, par exemple, de l'eau potable en quantité suffisante, il faut faire un emprunt ou solliciter l'aide du département et de l'Etat. Enfin, l'existence d'un nombre excessif de communes cause beaucoup de travail et d'embarras aux préfets et aux sous-préfets et nuit, par conséquent, à la bonne administration du département. Pour ces raisons, plusieurs esprits judicieux pensent qu'il serait utile de réunir les petites communes aux grandes ou de fondre deux ou trois petites communes en une seule. Cette opinion nous a incité à examiner l'une de celles-ci et, pour cette étude, nous avons choisi dans le département du Jura, auquel nous appartenons par une longue suite d'ancêtres et où nous avons fait nos classes, le village de Montmarlon qui, actuellement (1914), en est la commune la plus

petite (29 habitants) (1). C'est d'ailleurs sur les conseils de nos maîtres que nous avons entrepris cette monographie où le plan suivant sera observé : après avoir fait une brève description du lieu dont nous nous occupons, nous énumérerons les différents possesseurs du fief de Montmarlon jusqu'en 1789. Ces notions d'histoire locale nous ont été fournies principalement par A. Rousset, auteur du « *Dictionnaire géographique, historique et statistique des communes de la Franche-Comté et des hameaux qui en dépendent* ». Cet ouvrage, quoiqu'un peu vieilli, nous a fourni quantité d'autres renseignements précieux. Nous avons également consulté l'*Histoire du Comté de Bourgogne*, par Dunod de Charnage et l'*Histoire des Sires de Salins*, par l'abbé Guillaume.

Cet aperçu une fois donné, nous étudierons le budget de Montmarlon et, accessoirement, celui d'une commune voisine nommée Lemuy, puisque Montmar-

(1) En 1905, sur les 584 communes du Jura, il y en avait 53 dont la population était inférieure à 100 habitants, et dans six de ces 53 communes, on comptait moins de 50 âmes (La Frasnée, 48 ; Sézéria, 45 ; Certeméry, 40 ; Mérona, 38 ; Soyria, 31 ; Montmarlon, 21). En 1905, il n'y avait à Montmarlon que 13 électeurs. Comme le conseil municipal est composé de 10 membres dans les communes de 500 habitants et au-dessous, tous les électeurs de Montmarlon, à l'exception de 3, étaient donc conseillers municipaux. En 1910, il y avait dans le département du Jura 57 communes dont la population était inférieure à 100 habitants et, dans 8 de ces communes, on comptait moins de 50 âmes (Marangea, 48 ; La Frasnée, 47 ; Esserval-Combe, 43 ; Sézéria, 42 ; Montmarlon, 38 ; Soyria, 37 ; Certeméry, 31 ; Mérona, 30). Nous venons d'apprendre que, cette année (1919), il y a à Montmarlon 37 habitants, parmi lesquels 12 sont électeurs.

lon dépend de Lemuy à l'égard de certains bâtiments communaux. Jusqu'en 1908, Montmarlon n'eut aucun édifice communal qui lui appartint en propre. Le Conseil municipal décida enfin, le 24 avril 1906, que la commune ferait construire au centre du village une maison renfermant un lavoir au rez-de-chaussée et une salle de délibérations au premier étage. C'était là un projet peu sensé. Il fut néanmoins exécuté en 1910, et bientôt l'humidité envahit les murs à tel point que, présentement, ils menacent ruine et que les archives, se couvrant de moisissure, deviennent illisibles.

Montmarlon est donc obligé d'emprunter à Lemuy tous les autres bâtiments communaux qui lui manquent : école, chalet pour la fabrication des fromages, église. Nous verrons, au cours de cette étude du budget, quelle est la quote-part payée par Montmarlon pour l'entretien des édifices communaux dont Lemuy lui accorde la jouissance.

Le fait que Montmarlon use des bâtiments communaux de Lemuy et contribue pour les maintenir en bon état nous procurera l'occasion de comparer les budgets de ces deux communes.

Enfin, nous examinerons s'il ne serait pas sage de réduire une aussi petite commune au rang de simple hameau.

NOTICE GÉOGRAPHIQUE

Il importe d'indiquer avec exactitude la situation de la commune dont nous allons nous occuper. Le territoire de Montmarlon est limité à l'est par la forêt de

la Haute-Joux, au nord par la commune de Lemuy, au sud par celle de Supt, à l'ouest par de petits bois tels que ceux du Creux de Fer, du Crêt de Montoux et de Chaillet. La distance à parcourir entre Andelot-en-Montagne, où l'on quitte la voie ferrée, et Montmarlon est d'environ quatre kilomètres ; de là, il y a encore trois kilomètres pour arriver à Lemuy. Si nous nous élevions au-dessus du village de Montmarlon, nous apercevriions Salins au nord, Champagnole au sud, Pontarlier à l'est, Poligny à l'ouest et Andelot-en-Montagne au sud-ouest.

Il est facile de donner l'étymologie du mot Montmarlon. Il signifie lieu élevé dont le sol est marneux. Dans l'ancienne langue française, *marle*, *merle* (Montmerle, village du département de l'Ain), sont synonymes de marne et l'on sait que la marne est une espèce de terre mêlée de calcaire et d'argile dans des proportions variables. Il suffit, d'ailleurs, de voir les champs fraîchement labourés, pour être persuadé de la justesse de cette étymologie. La terre est compacte, luisante, et sa couleur est tantôt d'un blanc grisâtre, tantôt d'un jaune pâle. Bien qu'elle soit peu fertile et que le climat soit rude, elle produit assez de blé (une douzaine d'hectolitres par hectare), de pommes de terre et d'autres légumes pour les besoins des habitants. L'avoine y réussit bien et de bons prés permettent d'élever un nombreux bétail. L'eau ne manque pas et, dans les environs mêmes du village, on trouve le ruisseau dit des Grands Quartiers, le bief (1) de la

(1) On entend en français par bief ou biez le canal qui conduit les eaux pour les faire tomber sur la roue d'un moulin. Mais

Rousse, enfin un autre bief qui, étant peu important, n'a point reçu de nom. Sur la place du village, une fontaine qui, de mémoire d'homme, n'a jamais tari, donne une eau courante, très fraîche et très pure.

Les maisons sont assez hautes, groupées, bâties de pierre et composées le plus souvent d'un rez-de-chaussée et d'un étage partiel, c'est-à-dire n'existant que du côté de la façade. Elles sont couvertes de tuile, car les bardeaux (petits ais de sapin minces et courts) ne servent plus aujourd'hui qu'à protéger la surface extérieure des murs contre la violence de la pluie fouettée par le vent. La pente du toit est toujours rapide, et du côté du nord, il se prolonge jusqu'au ras du sol.

Du village de Montmarlon partent quatre chemins, savoir : 1° un chemin vicinal se dirigeant vers Lemuy ; 2° un autre chemin vicinal aboutissant au chemin de grande communication de Salins à Censeau ; 3° un chemin de grande communication tirant vers Andelot et vers Supt ; 4° un chemin rural allant dans la forêt de la Haute-Joux qui domine Montmarlon du côté de l'est (724 m.).

Le village, composé de huit maisons, est situé au pied occidental d'un coteau dénudé qui s'élève au-dessus de la vallée de Lemuy.

L'aspect général du pays est triste, car du côté de l'orient, à moins de 500 mètres des habitations, se

dans le Jura, ce terme est fréquemment employé pour désigner l'eau qui, en hiver ou en temps de pluie, s'écoule par un fossé naturel ou creusé de main d'homme. Quelquefois même, le mot bief est synonyme de ruisseau, de lit de ruisseau.

dresse la sombre muraille des sapins et, dans toutes les autres directions, l'étendue des landes pelées ou hérissées de quelques broussailles est considérable. L'œil n'est égayé que par la teinte rose, rouge ou violette des tuiles vernissées qui garnissent les toits, surtout à Lemuy.

Avant l'année 1789, il y avait à Montmarlon un moulin et une tuilerie dont on distingue encore les vestiges. A. Rousset, qui composa son Dictionnaire des communes du Jura en 1856, rapporte qu'à cette date il existait, à Montmarlon, un chalet dans lequel on fabriquait annuellement 600 kilogrammes de fromage de gruyère, mais les habitants du village nous ont assuré qu'aucune fromagerie n'avait jamais été établie sur leur territoire. Ils ont de tout temps porté le lait de leurs vaches à Lemuy où Rousset indique, d'ailleurs, l'existence de trois chalets produisant chaque année 30.000 kilogr. de fromage de gruyère.

Si l'on considère Montmarlon au point de vue administratif, on trouve que c'est une commune faisant partie de l'arrondissement de Poligny et du canton de Salins. Pour la perception des impôts et pour le service postal, elle dépend d'Andelot-en-Montagne, distant de quatre kilomètres et desservi par la voie ferrée de Paris à Pontarlier. Chaque matin, un facteur rural va d'Andelot à Montmarlon pour distribuer la correspondance et retirer de la boîte les lettres qui y ont été jetées. L'Annuaire du Jura nous apprend qu'en 1842-43, le « piéton » ne venait que tous les deux jours à Montmarlon.

Ce village est situé à 688 mètres au-dessus du niveau de la mer, à 43 mètres plus haut que Lemuy.

D'après le cadastre exécuté en 1831, la surface du territoire de Montmarlon est de 324 hectares 04 ; Rousset dit qu'alors la surface imposable se décomposait ainsi qu'il suit : landes et broussailles appartenant à la commune, 100 hectares 43 ares ; bois de sapins (Haute-Joux) appartenant à la commune, 14 hectares 50 ares ; terres labourables, 96 hectares ; prés, 55 hectares ; sol de bâtiments, 38 ares ; jardins, 11 ares ; terrains en friche, 31 ares. Le même auteur évalue à environ 30 hectares la partie de la forêt de la Haute-Joux située sur Montmarlon. Les chiffres indiqués ci-dessus doivent être rectifiés ainsi qu'il suit : terres labourables, 71 hectares ; prés, 57 hectares ; landes communales, 101 hectares ; chemins et places publiques, 2 hectares ; bois particuliers, 39 ares ; bois communaux, 92 hectares 61 ares, dont le principal est la sapinière dite le Bioulet, d'une étendue de 33 hectares 98 ares. Total : 324 hectares (Renseignements fournis par le maire de Montmarlon).

En 1831, le territoire de Montmarlon était divisé en 258 parcelles. Voici le tableau de la population de Montmarlon de 1789 à 1919.

En 1789, 9 feux, 43 habitants dont 4 propriétaires chefs de famille et 5 domestiques.

En 1790, 53 habitants ; en 1800, 9 feux, 49 habitants dont 5 propriétaires chefs de famille et 4 domestiques.

En 1806, 50 habitants ; en 1812, 44 ; en 1821, 60 ; en 1827 et 1829, 82 ; en 1831, 73 ; en 1836 et 1837, 63 ; en 1841, 62 ; en 1846, 46 ; en 1851, 60 ; en 1856, 56 ; en 1861, 64 ; en 1866, 53 ; en 1872, 41 ; en 1876, 32 ; en 1881, 38 ; en 1886, 44 ; en 1891, 30 ; en 1896,

26 ; en 1901 et 1905, 21 habitants ; en 1910, 38 habitants ; en 1912-13, 29 habitants ; enfin, en 1919, 37 habitants.

On voit que, depuis 1789, le nombre des habitants de Montmarlon a varié de 82 (en 1827), à 21 (en 1905) et que la diminution de la population s'y est produite principalement à partir de 1870.

Description des sept familles habitant Montmarlon, en août 1919 :

1° Quintard Hippolyte (70 ans), sa bru (28 ans) et ses deux petits-fils (7 et 6 ans). Il cultive son propre bien et quelques champs qu'il a affermé, le tout formant 10 hectares 45 ares 31 de terres labourables et 2 hectares 80 ares 44 de prés. La famille Quintard existe à Montmarlon depuis un temps immémorial. Le père d'Hippolyte fut maire pendant nombre d'années et Hippolyte l'a été environ quarante ans, jusqu'en 1904.

2° Choulet Albert (49 ans), sa femme (42 ans), ses huit enfants âgés de 16 ans à 3 mois, et son frère Emile (54 ans). Cette famille ne s'est établie à Montmarlon qu'en 1914. La ferme qu'elle cultive comprend 26 hectares 47 ares 60 de terres labourables ; 25 hectares 22 ares de prés et 16 ares 70 de broussailles. Elle appartient à M^e Chauvin, demeurant à Salins.

3° Bénétruy Auguste (36 ans), sa femme (28 ans), leur fille (19 mois) et Charles Lacroix (8 ans), issu du premier mariage de la femme. Cette famille ne s'est établie à Montmarlon qu'en 1903. La ferme qu'elle cultive appartient à la veuve d'Auguste Quintard, demeurant à Lemuy, et comprend 15 hect. 19 ares 32

de terres labourables ; 5 hectares 84 ares 82 de prés et 3 ares 60 de broussailles.

4° Girod Léon (52 ans), maire depuis 1912 ; sa femme (51 ans) ; ses trois filles dont l'aînée a 21 ans ; son fils âgé de 15 ans ; son frère Louis (44 ans) et son neveu (22 ans). Cette famille ne s'est fixée à Montmarlon qu'en 1911. La ferme qu'elle cultive comprend 18 hectares 87 ares 85 de terres labourables ; 8 hectares 54 ares 82 de prés et 10 ares 20 de broussailles. Elle appartient à M. Henry Bourgeois, demeurant à Salins.

5° Mathieux Edmond (48 ans), sa femme (41 ans), leurs deux filles (14 et 12 ans) et leur fils (5 ans). Cette famille ne s'est fixée à Montmarlon qu'en 1917. La ferme qu'elle cultive comprend 10 hectares 60 ares 28 de terres labourables ; 4 hectares 69 ares 35 de prés et 9 ares 70 de broussailles. Elle appartient à Hippolyte Quintard et aux autres héritiers de Maximin Quintard. Mathieux exerce en même temps le métier de voiturier.

6° Lanquetin Victor (65 ans), sa femme (58 ans), son fils Charles (29 ans) et la femme de celui-ci. Les deux Lanquetin ne cultivent pas la terre ; ils exercent le métier de bûcheron. Ils se sont fixés, en 1905, à Montmarlon et y habitent une maisonnette qu'ils ont construite sur un terrain communal.

7° Sornay Joseph (47 ans), ouvrier agricole, demeurant dans une petite maison qu'il a construite en 1907 sur un terrain communal.

En somme, la population de Montmarlon se compose en 1919, de sept hommes mariés, de sept femmes mariées, de trois célibataires âgés, de quatre grands garçons, de trois grandes filles, de sept petits garçons et de six petites filles.

Comme on vient de le voir, il n'y a à Montmarlon, qu'un homme (H. Quintard) cultivant ses propres terres. Les autres propriétés sont cultivées par des fermiers (Girod, Choulet, Bénétruy, Mathieux). Il y a, dans ce village, deux bûcherons et un ouvrier agricole.

On a vu également que, à l'exception de la famille Quintard, il n'y a à Montmarlon que des familles qui s'y sont établies après l'an 1900. Elles ont remplacé les Poucheux, les Pontarlier, les Bourgeois, les Jacques, les Grattard, etc. qui, eux-mêmes, avaient remplacé les Pâquiez, les Carrez, les Monnet, les Guinchard, les Droux, les Burlet, les Pelle, les Perrenet, etc.

NOTICE HISTORIQUE

D'après A. Rousset, la seigneurie de Montmarlon mouvait du château de Montmahoux, lequel faisait partie des domaines de la maison de Chalon, et la justice haute, moyenne et basse était attachée à ce fief. A 500 mètres au sud du village, entre Montmarlon et Supt, on remarque dans une vallée une motte circulaire ayant 50 mètres de diamètre, entourée de fossés en partie comblés et de remparts de terre de deux mètres de hauteur. C'est sur cette éminence que s'élevait le château de Montmarlon brûlé, ainsi que tout le village, par les bandes de Bernard de Saxe-Weimar, en 1639, pendant la fameuse guerre de Trente Ans.

Selon le même auteur, le fief de Montmarlon fut possédé, dès avant 1278 et jusque vers 1420, par la famille d'Eternoz qui, à cette dernière date, le vendit

à Jean Passequoy de Villeneuve, dont les enfants, Jean et Louise, le conservèrent peu de temps.

Vers la fin du XV^e siècle, Nicolas Merceret, écuyer, seigneur de Vaudrey, Remeton, Usie et autres lieux, époux de Marguerite Pillot de Chenecey, possédait le fief de Montmarlon. Il testa en 1519 et le légua à son deuxième fils, Claude, qui exerça la charge de gruyer du Comté de Bourgogne, et épousa Claudine de Blicterswick. De cette union naquit François Merceret qui remplit la même charge, fut également seigneur de Montmarlon et se maria avec Jeanne de Grandval, dont il n'eut pas de postérité. François Merceret avait deux sœurs dont l'une, nommée Philippe, épousa Nicolas de Vers, et l'autre, nommée Anne, se maria à Pierre de Jouffroy, seigneur de Gonsans.

En 1563, le dernier des Merceret (Simon, selon Dunod ; Guillaume, selon l'abbé Guillaume) fit son testament. Il était seigneur de Vaudrey et il légua ses biens à ses cousins, Claude Jouffroy, seigneur de Marchaux, et François de Vers, en imposant à celui-ci le devoir de porter son nom et ses armes. Dès lors, suivant l'usage de la province, l'edit François s'appela ainsi que ses descendants : « Merceret dit de Vers ». Il épousa, en 1592, Antoinette Huot, posséda les seigneuries de Vaudrey et de Montmarlon, et mourut avant 1630. Cette dernière seigneurie passa à l'un de ses fils du nom de Pierre qui vivait encore en 1652 et qui, de son union avec Catherine Fauche, eut une fille nommée Marguerite. Celle-ci épousa, le 13 septembre 1643, Eléonor de Vaux dit Alepy. Nous voyons, en 1657 et en 1666, un Louis Merceret dit de Vers, seigneur de Montmarlon, assister aux Etats-Généraux de

la Franche-Comté. Il était probablement le frère de Marguerite.

Le 11 mai 1688, Pierre-Hippolyte de Vaux dit Alepy (fils ou petit-fils d'Eléonor), seigneur de Paroy et de Montmarlon, épousa Anne-Nicole-Françoise, fille de Claude-Antoine de Saint-Mauris, seigneur de Falletans. De ce mariage provinrent : 1° Ferdinand-Eléonor de Vaux, dit Alepy, seigneur de Paroy et de Montmarlon, mort en 1731, sans alliance ; 2° Jeanne-Bernardine, mariée le 20 août 1714 à Constance de Marenches, seigneur de Chassey ; 3° Jeanne, épouse de François-Emmanuel Colin.

Au mois de juin 1759, Henry-Joseph Brocard, premier avocat général à la Cour des Comptes de Dole, acheta la seigneurie de Montmarlon de Jean-Constance et d'Anselme-François de Marenches, héritiers testamentaires de M. Colin.

En somme, la seigneurie de Montmarlon appartient pendant le XIV^e siècle et le commencement du XV^e, à la famille d'Eternoz (Armes : de gueules à la fasce d'argent accompagnée de trois arrêts de lance de même, 2 et 1) ; — pendant quelques années du XV^e siècle à la famille de Villeneuve (Armes : de sable à cinq besants d'argent mis en sautoir) ; — pendant la première moitié du XVI^e siècle, à la famille Merceret (Armes : d'or à deux perroquets de sinople adossés, les têtes retournées et affrontées, les queues passées en sautoir, becqués, membrés et accolés de gueules) ; — pendant la deuxième moitié du XVI^e siècle et la première du XVII^e à la famille de Vers (Armes : d'or au sautoir d'azur chargé en cœur d'une coquille d'or) ; — pendant la deuxième moitié du XVII^e siècle et la pre-

mière du XVIII^e à la famille Alepy de Vaux (Armes : d'argent à un pin de sinople, fruité de pourpre ; écartelé de Vaux qui est d'azur à trois bonnets d'Albanais d'or) ; — enfin, pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, à la famille Brocard (Armes : d'azur à la fasce d'or accompagnée de trois cœurs de même, 2 et 1).

ÉTUDE BUDGÉTAIRE

Les sources locales de notre étude

I. — BUDGETS COMMUNAUX

Les budgets communaux sont les principales sources de notre étude. Le décret du 31 mai 1862, article 5, définit ainsi le budget : « C'est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses de l'année qui lui donne son nom ». Cette définition s'applique aussi bien au budget primitif qu'au budget additionnel ou supplémentaire créé par l'instruction ministérielle du 10 avril 1835.

Le budget primitif est établi presque un an avant qu'il puisse recevoir un commencement d'exécution : ainsi, le budget primitif de 1913 est établi en mai 1912 et il comprend l'ensemble des recettes à percevoir et des dépenses à effectuer pendant l'année budgétaire 1913.

Le budget additionnel, au contraire, est dressé dans l'année même qui lui donne son nom ; il indique seulement « ce qu'on doit recevoir et payer pour l'année courante et qu'on aurait omis de prévoir ou qu'on

n'aurait pas pu prévoir au budget primitif établi pour la même année » (1).

Le budget primitif et le budget additionnel sont établis annuellement par le maire, votés par le Conseil municipal, approuvés par le Sous-Préfet et réglés en dernier lieu par le Préfet (sauf pour les villes dont le revenu dépasse trois millions de francs) (2).

Nous venons de reproduire une définition du budget, mais le budget moderne est assez difficile à définir d'une façon exacte et complète. Sans parler des dictionnaires de l'Académie et de Littré qui se sont attachés à la lexicologie beaucoup plus qu'à la technique financière, nous nous apercevons que d'excellents ouvrages sur les finances ne formulent aucune notion précise du budget. De nos jours, des économistes distingués ont essayé d'en condenser, dans une formule claire et précise, tous les caractères essentiels. Par exemple, Paul Leroy-Beaulieu, dans son « Traité de la Science des Finances » dit que le budget est « un état de prévoyance des recettes et des dépenses pendant une période déterminée ; c'est un tableau évaluatif et comparatif des recettes à réaliser, des dépenses à effectuer ».

R. Stourm (« Le Budget ») nous donne la définition suivante : « C'est un acte contenant l'approbation préalable des recettes et des dépenses de la commune pour une période déterminée appelée exercice ».

La fortune de la commune, ses charges, ses ressour-

(1) *Journal d'administration des communes rurales*, décembre 1910.

(2) Loi du 5 avril 1884, article 145-3, qui dans ce cas exige l'approbation du Président de la République, sur proposition du Ministre de l'Intérieur.

ces, les recettes qu'elle peut se créer, tout cela est exprimé dans le budget.

Notre désir aurait été d'avoir sous les yeux quelques-uns des comptes d'échevins d'avant la Révolution et la plupart des budgets de Montmarlon depuis celle-ci jusqu'à nos jours. Il aurait été, en effet, intéressant de voir la progression des recettes et des dépenses de cette petite commune. Mais, d'un côté, ses maires ont négligé de conserver les anciens budgets et, d'un autre côté, le classement des Archives départementales du Jura est inachevé, de sorte que nous n'avons pu trouver à Lons-le-Saunier que les budgets de 1809, 1873, 1883 et suivants, ainsi que les comptes de gestion rendus par le receveur municipal pour les années 1841, 1845, 1850, 1860, 1871. Ces comptes de gestion sont plus détaillés que les budgets : aussi sont-ils moins clairs que ceux-ci.

Le plus ancien document que nous ayons pu nous procurer au sujet des finances de Montmarlon est donc le budget de 1809 que nous allons reproduire intégralement.

BUDGET DE LA COMMUNE DE MONTMARLON

fait en novembre 1808 pour l'an 1809.

I. — REVENUS

1° Centimes additionnels aux Contributions foncière, personnelle et somptuaire.....	26 fr.
2° Portion du produit des patentes.....	0 99
Total.....	26 99

II. — DÉPENSES.

NATURE DES DÉPENSES	Proposées par le Maire et le Conseil municipal	ARRÊTÉES PAR LE SOUS-PRÉFET ET LE PRÉFET
1 ^o Contribution foncière des biens ruraux, communaux et Contribution foncière des bois com- munaux.....	27,99	A réparer en conformité de la loi du 26 Germinal an II.
2 ^o Abonnement au Bulletin des lois	5	
3 ^o Abonnement au Mémorial du Jura	6	6
4 ^o Frais des registres des actes civils et timbre.....	6	5,30
5 ^o Salaire du piéton (facteur).....	7	8,82
6 ^o Gages des gardes champêtres...	13	5,52
Frais relatifs à leur marché et à la prestation de serment.....	30	à répartir en conformité de l'arrêté du 2 Brumaire an II.
7 ^o Frais de mairie.....	8	
8 ^o Entretien des puits et fontaines.	18	sursis
9 ^o 20 ^e du revenu pour la compagnie de réserve.....	15	sursis
	1	1,35
	136,99	26,99

On voit que, comme les dépenses proposées par le Maire et le Conseil municipal de Montmarlon excédaient de 110 francs les revenus de la commune, le sous-préfet et le préfet, visant à l'équilibre budgétaire, ordonnèrent de différer certaines dépenses et de répartir certaines autres entre les habitants. On voit surtout combien ce budget est simple et modique, comparé aux budgets de notre époque.

Les délibérations du Conseil municipal constituent aussi de précieux documents pour étudier la gestion financière de la commune. La loi du 18 juillet 1837, article 28, imposa aux communes l'obligation de les inscrire sur un registre *ad hoc*, coté et paraphé par le sous-préfet ; c'est à cette disposition de la loi que nous devons leur conservation. Cependant, le mauvais état

des archives communales de Montmarlon ne nous a pas permis d'en tirer grand profit, et, d'autre part, nous n'avons rien trouvé aux Archives départementales, sauf une pièce de 1834 relative à un procès de cette commune avec l'administration forestière (procès qui aboutit à une nouvelle délimitation des bois communaux) et quelques délibérations du Conseil municipal de Montmarlon, savoir : en 1827, pour le paiement de la contribution dite des communaux (1) ; en 1841-46, sur la vente des bois de la commune ; en 1833, sur les frais du procès concernant les forêts ; en 1844, sur l'amodiation des boues ; en 1857, au sujet de la location par adjudication des boues et égouts ; en 1866, relativement à la construction d'une fontaine, d'un abreuvoir et d'un lavoir, etc.

L'examen attentif de ces divers documents que nous comparerons les uns aux autres nous permettra de donner un tableau suffisamment exact des finances communales de Montmarlon.

Notre étude portera principalement sur les budgets de 1913 et de 1914.

(1) Extrait des délibérations du Conseil municipal de Montmarlon. — « Pour le paiement de la contribution des communaux, considère que le montant de ladite contribution est de 48 francs 43 centimes, que le moyen le plus juste d'y pourvoir est de taxer le bétail qui a profité dudit parcours, que le nombre de ces bêtes est de 104 bœufs ou vaches et de 23 veaux. On répartira 42 fr. 64 sur les bœufs ou vaches, soit 0 fr. 41 par tête, 5 fr. 13 sur les veaux de deux ans, soit 0 fr. 27 par tête, et 0 fr. 68 sur les veaux d'un an, soit 0 fr. 17 par tête.

PREMIÈRE PARTIE

LES DÉPENSES COMMUNALES

Nous étudierons d'abord les dépenses de la commune de Montmarlon, puis nous nous occuperons des recettes. Si nous examinons celles-là en premier lieu, c'est que, dans la plupart des cas, les dépenses sont bien plutôt la cause initiale des recettes que le moyen d'utiliser ces dernières. Nous allons donc passer en revue les dépenses effectuées par la commune de Montmarlon, non seulement dans les budgets les plus récents (1913 et 1914) que nous avons sous les yeux, mais aussi dans tous les budgets que nous possédons et dans les comptes de gestion.

Voici le plan que nous suivrons dans cette première partie :

CHAPITRE PREMIER. — Dépenses d'ordre militaire.

CHAPITRE II. — Dépenses relatives au service des Postes.

CHAPITRE III. — Dépenses relatives à la police rurale et à la surveillance forestière.

CHAPITRE IV. — Dépenses générales d'administration.

CHAPITRE V. — Dépenses relatives aux biens communaux.

CHAPITRE VI. — Dépenses relatives à l'instruction publique.

CHAPITRE VII. — Dépenses relatives à la voirie.

CHAPITRE VIII. — Dépenses de l'hygiène et de l'assistance sociale.

CHAPITRE IX. — Dépenses relatives aux bois communaux.

CHAPITRE X. — Dépenses imprévues. Fêtes publiques et dépenses diverses.

CHAPITRE PREMIER

Dépenses d'ordre militaire

Il s'agit de dépenses minimales et relatives seulement à des institutions militaires disparues, telles que la compagnie de réserve départementale et la garde nationale.

1° Entretien de la compagnie de réserve départementale.

Le décret impérial du 24 Florial an XIII porte, dans son article 16, qu'il sera pourvu aux dépenses de la compagnie de réserve départementale au moyen du versement du vingtième du revenu annuel de toutes les communes. On comprend les mots « revenus annuels » dans le sens de recettes ordinaires, par opposition aux recettes extraordinaires qui ne sont pas passibles de cette retenue. Nous voyons le montant de ce prélèvement dans le budget de 1809 : la somme proposée par le Maire et le Conseil municipal est de 1 franc ; le sous-préfet propose 1 fr. 35 et ce chiffre est définitivement arrêté par le Préfet. La même somme

se reproduira dans chaque budget jusqu'en 1814, année où la compagnie départementale de réserve fut supprimée par ordonnance royale (31 mai 1814). L'armement devait être affecté au service de la garde nationale (même ordonnance, article 5).

2° Dépenses ordinaires de la Garde nationale.

Les communes contribuèrent aussi pendant assez longtemps aux dépenses de la garde nationale. Les sommes portées au budget de Montmarlon sont encore assez faibles : 7 francs sont inscrits au compte de gestion de 1833, 6 francs seulement sur celui de 1841 et des années suivantes jusqu'à l'année 1854, à partir de laquelle cette dépense cessa d'exister.

Actuellement, il n'y a plus de contributions de ce genre, puisque les milices locales, de quelque nom qu'on les désigne, ont disparu et, avec elles, les frais qu'elles occasionnaient.

Dans les Archives départementales ou communales, il n'est pas fait mention d'autres dépenses militaires. Cependant, il est probable que la commune de Montmarlon dut fournir sa part contributive à l'entretien de l'Hôtel des Invalides réorganisé par Napoléon I^{er}, qui attribua à cet établissement une dotation de 6 millions (Décret du 25 mars 1811). En effet, il était ordonné aux communes de prélever un centième de leurs revenus pour contribuer aux dépenses de l'Hôtel en question (article 2⁷ du décret) et ce prélèvement devait être perçu à partir du 1^{er} janvier 1811 (1). En nous reportant au budget de Montmarlon pour l'an

(1) Cf. FUZIER-HERMANN. — *Répertoire du droit français*, tome XXIV, article Invalides, page 714.

1809 par exemple, nous voyons que le total des recettes est de 26 fr. 99 et peut-être a-t-on volontairement négligé une si faible contribution qui aurait été de 0 fr. 27.

Quant aux dépenses relatives à l'habillement et à l'entretien de la garde mobile en 1870-71, nous n'avons pu savoir quelle somme la commune paya pour sa quote-part, conformément à l'arrêté du Préfet, puisque nous avons cherché en vain dans les Archives départementales les budgets des années 1870, 1871 et 1872.

CHAPITRE II

Dépenses relatives au service des postes

Actuellement, le service des Postes est un service public dont l'Etat dirige l'administration, perçoit les revenus et assume toutes les charges. Il nomme et rétribue les fonctionnaires des Postes. Cependant, les communes contribuent aux dépenses lorsqu'il s'agit d'établir une boîte aux lettres ou un bureau de poste sur leur territoire.

Jadis, une partie du salaire du piéton ou facteur rural était également à la charge des habitants, ainsi qu'on va le voir.

I. — SALAIRE DU PIÉTON

Le salaire du piéton figure au budget de Montmarlon pour l'an 1809 ; il est indiqué spécialement et séparément. Voici les chiffres : 13 francs sont proposés par

le Maire et par le Conseil municipal, mais le sous-Préfet réduit cette somme à 5 fr. 52 et le Préfet l'arrête définitivement à ce dernier taux.

La même somme figure sur les budgets jusqu'en 1832. La loi de finances du 21 avril 1832 supprima cette dépense à partir du 1^{er} janvier de l'an suivant et, dorénavant, l'Etat seul s'en est chargé.

II. — CONTRIBUTION A L'ACHAT ET A L'INSTALLATION — D'UNE BOÎTE AUX LETTRES

C'est là la seule autre dépense que Montmarlon ait eu à supporter pour jouir du service public des Postes.

Au budget de 1883 nous trouvons une somme de 23 francs affectée à l'achat et à l'installation d'une boîte aux lettres, dépense classée et comprise dans les dépenses ordinaires.

CHAPITRE III

Dépenses relatives à la police rurale et à la surveillance forestière

Le garde champêtre est habituellement le fonctionnaire le plus important d'une commune rurale, mais à Montmarlon, village écarté et peuplé de gens honnêtes, les récoltes ont peu besoin d'être protégées, et d'ailleurs elles sont moins précieuses que les sapins dont l'abattage et le transport procurent aux habitants une certaine aisance. Aussi la commune de Montmarlon a-t-elle fini par supprimer son garde champêtre, tandis qu'elle a maintenu son garde forestier.

I. — GARDE CHAMPÊTRE

Il a été créé par la loi du 28 septembre-6 octobre 1791 qui, dans sa section VII, article 1, déclare qu'il doit « assurer les propriétés et conserver les récoltes ». La loi du 20 Messidor an III vint ensuite imposer aux communes l'obligation d'avoir au moins un garde et fixa le mode de nomination et la rémunération de cet agent. Sous l'ancien régime, un grand nombre de paroisses avaient un messier commis à la conservation des fruits de la terre ; il était élu et rétribué par les habitants (1).

La loi du 18 juillet 1837 rangea le salaire du garde champêtre parmi les dépenses obligatoires de la commune ; enfin, la loi du 5 avril 1884, article 102, dit simplement : « Toute commune peut avoir un ou plusieurs gardes champêtres », ce qui supprimait l'obligation. Montmarlon profita aussitôt de la faculté laissée par la loi et, depuis cette date, il ne fut plus question du garde champêtre dans aucun budget.

En 1809, sous le titre « Gages des gardes champêtres », le maire et le conseil municipal proposent 30 francs, le sous-Préfet approuve et le Préfet arrête définitivement que cette somme sera répartie conformément à l'arrêté du 2 Brumaire an II.

Dans le compte de gestion de 1840 et dans les comptes suivants jusqu'en 1873, le salaire du garde champêtre reste uniformément fixé à 40 francs. Dans les dépenses ordinaires du budget de Montmarlon pour l'exercice 1873, il est porté à 50 francs et il demeure

(1) Cf. DALLOZ. — *Répertoire*, tome XXVI, page 266, colonne 2.

tel jusqu'à la disparition de cette source de dépenses, disparition permise, comme nous l'avons dit, par la loi du 5 avril 1884.

II. — GARDES FORESTIERS

La commune de Montmarlon possède 33 hectares 98 ares de bois de sapins et, grâce à ces bois, la balance de son budget est depuis très longtemps excédentaire. Pour la surveillance et les divers travaux nécessaires, elle alloue un traitement au brigadier forestier qui réside à Lemuy.

D'après les comptes de gestion, nous voyons que : en 1840, le brigadier forestier reçoit 21 francs (paiement non effectué) ; en 1845 et jusqu'en 1860, il reçoit réellement la même somme ; de 1860 à 1873, ce chiffre est augmenté et porté à 35 francs. Le budget de 1873 accuse une dépense prévue de 45 francs ; ceux de 1878, de 1883, de 1885, de 1888 et de 1891 portent également la même somme.

En 1892, le salaire du garde forestier, ne cessant de monter, s'élève à la somme de 67 francs qui n'est dépassée qu'en 1910. En cette année-là, ledit salaire est de 87 francs ; en outre, une gratification de 10 fr. est accordée au brigadier forestier (dépense portée au budget additionnel).

En 1911 et en 1912, le salaire en question est réduit à 67 francs, mais il remonte à 87 francs en 1913.

Dès 1834, le Conseil municipal de Montmarlon avait délibéré d'allouer un salaire aux gardes forestiers pour l'entretien des bois communaux, mais cette dépense ne fut effectuée qu'en 1840 ; encore ne le fut-elle que partiellement.

Nous remarquons que le salaire du garde forestier a quadruplé en soixante-quinze ans ; cette augmentation est due probablement à la baisse de la valeur de l'argent et à l'élévation du coût de la vie qui ont amené une hausse générale des salaires.

On sait que la superficie des bois communaux de Montmarlon est de 92 hectares 61 ares, dont 92 hectares 03 sont soumis au régime forestier. Le plus important de ces bois est la sapinière du Bioulet, contiguë à la forêt domaniale de la Haute-Joux et divisée en huit parcelles inégales dont la plus grande est de 6 hectares 85 et la plus petite de 2 hectares 68. Disons incidemment que les habitants commencent à reboiser et ils ont raison de le faire, car leur bétail n'a pas besoin de 100 hectares de landes communales pour pâture, et la moitié de celles-ci, située sur la pente d'un coteau, procurerait un important revenu, si elle était garnie d'arbres. Le budget additionnel de 1910 affecte la somme de 150 francs au reboisement.

A Lemuy, commune voisine qui possède 200 hectares de bois, une somme uniforme de 150 francs est portée chaque année au budget communal pour le reboisement ; le traitement des gardes forestiers y est actuellement de 435 francs avec un supplément de 88 francs (budget additionnel de 1913) ; le budget porte, en outre, une cotisation de 5 francs pour la société de secours mutuels des préposés forestiers. De plus, une somme de 50 francs figure dans le budget de Lemuy, pour le paiement de la prime d'assurance des ouvriers travaillant dans ses bois communaux (assurance contre les accidents).

A Montmarlon, presque tout le territoire forestier

appartient à la commune, puisqu'il n'y a que 39 ares de bois particuliers. La forêt domaniale de la Haute-Joux touche au bois communal du Bioulet.

Montmarlon retire environ 3.000 francs par an de ses bois ; Lemuy fait en moyenne une recette de 20.000 francs.

En terminant ce chapitre, signalons que, dans le compte de gestion de 1845, le salaire du piqueur se monte à 5 fr. 44 ; cette dépense ne se reproduit plus dans la suite.

A partir de 1911, une somme de 5 francs est prévue au budget pour le salaire du tambour-afficheur ; le budget de l'année précédente avait prévu l'achat d'un tambour dont le prix devait être de 35 francs.

Remarquons aussi que, dans tous les budgets et comptes de gestion que nous avons consultés, les frais de police rurale et forestière ont toujours été acquittés au moyen des revenus ordinaires de la commune.

CHAPITRE IV

Dépenses générales d'administration

Les dépenses administratives à la charge des communes sont nombreuses et variées. Nous étudierons d'abord les dépenses relatives au traitement de certains fonctionnaires de l'administration communale.

1° FRAIS DE BUREAU

Les fonctions municipales de conseiller et de maire sont essentiellement gratuites ; cependant, à Montmar-

lon, le maire toucha les sommes inscrites au budget pour frais de bureau tant qu'il remplait en même temps les fonctions de secrétaire de mairie.

Au budget de 1809, le maire proposa l'ouverture d'un crédit de 18 francs pour frais de mairie ; le Préfet déclara qu'il serait sursis à cette dépense, car le budget de cette année menaçait d'être en déficit. Les frais de bureau n'apparaissent au titre des dépenses qu'en l'année 1845 où nous remarquons une somme de 25 francs portée en dépense au compte de gestion ; la même somme est allouée jusqu'en 1858. De 1858 à 1867, la dépense n'est plus que de 15 francs ; puis, de 1867 jusqu'en 1895, elle s'élève de nouveau à 25 francs. En 1903, les frais de bureau se montent à 30 francs ; également 30 francs sont portés aux budgets des années 1905, 1908, 1910 et 1912. Enfin le budget de 1913 alloue 60 francs pour frais de bureau, avec un supplément de 30 francs marqué au budget additionnel dudit exercice ; une somme de 60 francs sans supplément figure au budget de 1914.

2° FRAIS DE TIMBRE POUR LA COMPTABILITÉ COMMUNALE.

Depuis 1909, ce crédit est destiné à l'acquittement des frais de timbres pour les comptes et registres de la comptabilité communale. A partir de 1840, ces frais s'élèvent à 6 francs 25. Le budget de 1872 porte une somme de 6 francs ; au budget de 1882 figure la somme de 23 francs pour ces mêmes frais, mais celui de l'année suivante ne porte que 9 francs ; au compte de gestion de 1892, on trouve une somme de 9 francs 80 pour le même objet et le budget de 1893 prévoit une dépense

de 9 francs. Nous notons 14 francs en 1900 ; 8 francs en 1903 ; 9 francs en 1905 ; 10 francs en 1908 ; puis 6 francs en 1909 ; 7 francs en 1910 ; 9 francs en 1911. Enfin, les budgets de 1913 et de 1914 prévoient respectivement une dépense de 15 et de 12 francs.

3° SECRÉTAIRE DE MAIRIE

Le secrétaire de mairie n'émerge au budget de la commune de Montmarlon que depuis 1849, mais déjà en 1843, le Conseil municipal avait voté une somme de 15 francs pour être affectée au traitement d'un secrétaire de mairie ; le Préfet n'approuva pas cette dépense. Encore, en 1849, le Préfet réduisit-il à 15 francs le crédit de 25 francs voté par le Conseil municipal.

Le compte de gestion de l'année 1850 porte une dépense de 25 francs et, après avoir subi une diminution sensible en 1860, le traitement du secrétaire de mairie ne cessa d'augmenter. Il convient d'observer que, dans les sommes portées à partir de 1903 et qui semblent fort élevées pour une aussi petite commune que celle que nous étudions, est comprise une légère gratification accordée à la personne qui veille à la propreté de la salle de mairie (nettoyage et balayage).

Le tableau suivant montrera quelle a été l'augmentation du traitement du secrétaire de mairie de l'année 1850 à l'année 1914 :

1849	15 fr.
1850 (compte de gestion).....	25 »
1860 » »	15 »
1865 » »	35 »
1873 (budget).....	60 »

1883	(compte budget)	60	»
1893	»	60	»
1903	»	70	»
1908	»	70	»
1913 et 1914	»	70	»

On voit qu'il y a eu deux fortes hausses et que le traitement en question a plus que doublé entre 1860 et 1865 ; qu'il a quadruplé en 1873. Il est, du reste, équitable que le traitement du secrétaire soit proportionné à l'augmentation énorme du travail des mairies. Ajoutons que les secrétaires de mairie perçoivent quelques rétributions supplémentaires, peu considérables d'ailleurs, notamment les frais de copie des actes de l'état-civil. Il est vrai qu'ils les perçoivent indûment et que ces sommes devraient figurer au budget de la commune. Elles ne sont mentionnées dans aucun des comptes de gestion de Montmarlon. En vérité, ce sont là des recettes minimales, mais pour la régularité administrative, il serait préférable qu'on en tint compte.

4° PUBLICATIONS ADMINISTRATIVES. — ABONNEMENT A DIVERS JOURNAUX, BULLETINS ET ANNUAIRES

L'abonnement obligatoire ou facultatif de la commune à divers journaux ou revues d'administration a longtemps constitué une catégorie de dépenses importantes ; ces dépenses ont été fort réduites depuis 1897.

Dans le budget de 1809, nous voyons un crédit de 6 francs pour un abonnement au Bulletin des Lois ; ce crédit est exactement égal au montant de l'abonnement. Comme toutes les autres communes, Montmarlon reçut le *Bulletin des Lois* jusqu'en l'année 1852, où le

décret du 12 février 1852 remplaça le *Bulletin des Lois* par le *Moniteur des Communes* ; l'Etat oblige encore maintenant les communes à s'abonner à cette dernière publication qui est divisée en deux parties, dont l'une est placardée dans la commune et dont l'autre est déposée aux archives de la mairie. L'abonnement au *Moniteur des Communes* était de 6 francs par an.

Enfin, le décret du 31 décembre 1884 ordonna qu'à partir du 1^{er} janvier 1885 les communes autres que les chefs-lieux de canton devraient recevoir le *Journal Officiel* (édition des Communes). Le montant de cette dépense n'a pas varié depuis 1885 ; elle est de 4 francs par an.

Il est d'autres dépenses que la commune de Montmarlon a éru devoir s'imposer à différentes époques, sans toutefois y être obligée. C'est ainsi qu'en 1809 nous voyons, en sus de l'abonnement au *Bulletin des Lois*, un abonnement au *Mémorial du Jura* qui figure au budget pour une somme de 5 fr. 30, le Préfet ayant réduit le crédit de 6 francs demandé par le Maire et son Conseil municipal. En 1843, la commune s'abonne à l'*Annuaire* du département, dont le prix était alors de 3 fr. 50 ; en 1845, elle achète aussi la table décennale du *Bulletin des Lois* : coût 1 fr. 50. En 1850, elle fait venir le *Bulletin du Ministre de l'Intérieur*, dont le prix est de 4 francs.

Le budget de 1873 prévoit, outre l'abonnement obligatoire au *Moniteur des Communes*, un abonnement à l'*Annuaire* de M. Damelet (3 fr. 50) et un abonnement au journal *La Sentinelle du Jura*, au prix fort élevé de 25 fr. 50 par an. Les mêmes abonnements sont prévus au budget de 1878. Pour l'exercice 1883, figurent de

nouveau le *Moniteur des Communes* et la *Sentinelle* (abonnement annuel : 25 fr. 10), accompagnés du *Journal des Maires* qui aura sa place au budget jusqu'en 1897 (abonnement de 5 francs par an).

A partir de 1897, la commune de Montmarlon ne fut plus abonnée qu'au *Journal Officiel*, édition des communes.

Il faut aussi mentionner comme figurant au budget de 1882 un crédit définitivement arrêté à 7 francs pour l'achat de la carte du département, exécutée sous les auspices du Conseil général.

Une discussion s'éleva à la même époque au sein du Conseil municipal pour l'acquisition d'un Code général des lois françaises, mais cette dépense fut jugée inutile.

5° ARCHIVES MUNICIPALES

Nous venons d'indiquer un certain nombre de publications administratives ; elles sont conservées dans les archives de la commune, ainsi que les divers documents municipaux et les circulaires ou les arrêtés du Préfet. L'entretien de ces archives incombe naturellement à la commune.

Celles de Montmarlon ne furent mises en ordre qu'en l'année 1903 où un premier crédit de 6 francs fut prévu à cette fin. La même somme est portée au budget pour les exercices suivants jusqu'en 1909 où cette dépense disparaît. Le crédit en question est inscrit sous le titre « Impression et conservation des Archives ».

Les archives de la commune sont simplement enfermées dans un placard garni de rayons et situé dans une petite pièce contiguë à la salle de la mairie.

6° REGISTRES D'ÉTAT CIVIL

Ce sont là les principaux documents locaux que l'on trouve aux archives communales.

Avant la Révolution, le soin de l'état civil incombait au pouvoir ecclésiastique qui s'en acquittait souvent avec négligence; depuis 1789, les autorités municipales sont chargées de ce service.

Le Code civil (1) nous renseigne sur la façon de procéder : les communes reçoivent chaque année de la Préfecture des registres de papier timbré, destinés à cet usage, cotés et paraphés par le président du Tribunal de première instance et tenus en double. Un de ces doubles est envoyé à la fin de l'année au greffe du tribunal ; l'autre est déposé aux archives municipales.

Pour ce qui concerne la commune, la fourniture des registres, les frais de papier timbré et de transport sont à sa charge ; la dépense est directement mandatée par le Préfet et acquittée sur les fonds votés à cette fin, lesquels, d'après l'Instruction générale des finances de 1859 (2), sont centralisés à la caisse du trésorier-payeur général.

Au budget de 1809, le Maire de Montmarlon proposa un crédit de 7 francs que le Préfet porta à 8 fr. 82.

Au compte de gestion de 1840, la somme affectée à cette dépense n'est plus que de 5 fr. 04 et, jusqu'en 1871, elle se maintient au même niveau (5 fr. 04 en 1845 ; 5 fr. 11 en 1850, 1855, 1860 et 1865, etc.). Au

(1) Code civil. Articles 40, 41 et 43.

(2) Instruction générale des finances du 20 juin 1859, articles 606 et 611.

budget de 1873, le Maire propose 10 francs, somme que le Préfet réduit à 9 francs ; le compte de gestion de 1872 porte 9 fr. 21. Depuis cette époque, le crédit affecté à cette dépense varie faiblement : en 1882, 1883, 1885 et 1888, les comptes de gestion indiquent 9 francs. Le compte de gestion de 1892 porte 8 fr. 61 ; cependant, les budgets suivants prévoient toujours une dépense ronde de 10 francs. A partir de 1903, la dépense des registres d'état civil est invariablement fixée à 8 fr. 61, et les comptes de gestion portent exactement cette somme. Elle figure dans les budgets de 1913 et de 1914.

Table décennale de l'état civil. — La loi du 20 septembre 1792, titre II, article 8, et le décret du 20 juillet 1807, article 1^{er}, ordonnent que les tables annuelles de l'état civil soient refondues tous les dix ans ; les frais de ce travail sont en partie à la charge de la commune. Le greffier du tribunal civil confectionne ces tables qui doivent également être copiées sur papier timbré. Le décret du 1^{er} mars 1910 ordonne qu'il en soit fait plusieurs expéditions, dont une doit être envoyée à chaque mairie du ressort du tribunal. Les frais de cette dernière expédition sont à la charge de la commune ; depuis le susdit décret du 1^{er} mars 1910, la dépense est à raison d'un centime et demi par nom ; auparavant, elle n'était que d'un centime par nom, les frais de timbre non compris.

Vu le peu d'importance de Montmarlon au point de vue démographique, la dépense est faible ; elle est uniformément prévue pour une somme de 1 franc, et les comptes de gestion se tiennent encore légèrement au dessous du crédit voté et approuvé.

7° FRAIS D'IMPRESSION A LA CHARGE DES COMMUNES

Ces frais d'impression se sont sensiblement élevés depuis leur origine, et cela s'explique par le développement énorme de la paperasserie administrative, développement dû à la complication et à la multiplication des services publics.

Ils comprennent le prix des imprimés relatifs au recensement de la population et à la tenue des assemblées électorales ; aussi ces frais augmentent-ils les années de dénombrement ou d'élection. La loi du 5 avril 1884 reproduit celle du 18 juillet 1837 qui met à la charge des communes certaines dépenses relatives aux recensements quinquennaux, notamment le paiement des agents recenseurs et du secrétaire de mairie.

D'autre part, la loi du 7 août 1850, articles 1 et 2, déclare obligatoires pour la commune les dépenses relatives à la tenue des assemblées électorales pour les élections qu'elle énumère. La loi du 5 avril 1884 met encore à la charge des communes les dépenses causées par la confection des cartes électorales en vue des élections municipales.

Les dépenses pour « livrets de famille » rentrent encore sous la rubrique des frais d'impression à la charge des communes. Le livret de famille est donné à chaque ménage lors de la célébration du mariage, et le maire du domicile des époux y inscrit et signe tout ce qui intéresse l'état civil de la nouvelle famille. La loi de 1884 a fait du livret de famille une dépense obligatoire pour les communes, mais il est en usage à Montmarlon depuis 1881.

En 1836, les frais d'impression à la charge de la

commune ne sont que de 1 fr. 20 (compte de gestion de 1836). En 1841, ces frais s'élèvent à 2 francs ; en 1850, à 4 francs ; en 1860, à 5 francs ; et, jusqu'en 1883, tous les budgets prévoient 5 francs. Pour l'exercice 1883, le Préfet arrête la dépense à 6 francs, somme qui restera la même jusqu'en 1909, sauf pour les années 1901 et 1906 où, dans le budget, elle monte à 8 francs. On trouve 7 fr. 86 dans le compte de gestion de 1901 et 7 fr. 28 dans celui de 1906. Enfin, à partir de 1909, un crédit de 10 francs est accordé pour les frais d'impression à la charge de la commune de Montmarlon.

8° DÉPENSES RELATIVES AUX RÔLES D'IMPOSITION

Il y a d'abord certaines dépenses relatives à la matrice générale ou rôle des contributions directes. Elles s'élèvent à 21 francs d'après le compte de gestion de 1841 (paiement à demi effectué), à 21 fr. 28 en 1845, à 21 fr. en 1850, enfin à 6 fr. 57 en 1893.

Mais il existe d'autres rôles d'impositions communales. Au compte de gestion de 1840 figure parmi les « crédits supplémentaires de diverse nature », la somme de 0 fr. 16 pour la confection du rôle des chemins.

Nous trouvons en 1860 une indemnité de 0 fr. 36 due au Percepteur pour la confection des états matrices de la taxe sur les chiens ; et les frais de confection du rôle de la taxe sur ces animaux se montent à 0 fr. 18. En 1873, l'indemnité au percepteur monte à 0 fr. 50, somme prévue par le budget ; les frais de confection du rôle de la taxe sur les chiens se montaient à 0 fr. 18 au compte de gestion de 1872 ; le budget de 1873 prévoyait 0 fr. 20.

Pour l'établissement des divers rôles (prestations, taxe sur les chiens) à la charge de la commune, le budget de 1903 et celui de 1908 prévoient un crédit de 1 franc. Le compte de gestion de 1907 porte une dépense de 0 fr. 72. En 1913, le budget prévoit sous la rubrique générale « Frais de confection des rôles » une somme de 5 francs et la dépense constatée au dernier compte n'est que de 2 fr. 51.

Le soin de la confection et de la perception de ces différents rôles est confié aux agents des contributions directes, principalement aux percepteurs, qui sont en même temps les receveurs municipaux des communes rurales. Nous avons vu que le percepteur auquel Montmarlon ressortit a reçu, en 1860 et en 1873, certaines indemnités particulières pour ces travaux ; de 1875 à 1893, il reçut pour la confection des états matrices de la taxe sur les chiens une indemnité variant de 0 fr. 54 à 0 fr. 62. Les différents budgets prévoient uniformément la somme de 1 franc. Depuis 1893, le percepteur ne reçoit plus de la commune que son traitement de receveur municipal.

9° TRAITEMENT DU RECEVEUR MUNICIPAL

Ce traitement a d'abord été fixé par l'arrêté du 7 Germinal an XI et par les décrets du 30 Frimaire an XIII et du 24 août 1812 : l'autorité préfectorale en réglait la quotité sur les revenus ordinaires de la commune avec limite d'un maximum. Quant aux remises accordées au percepteur, elles étaient prises sur les frais de perception à la charge des communes et figuraient l'indemnité due pour un surcroît de travail et de responsabilité.

Les ordonnances des 17 avril et 23 mai 1839 créèrent un système de remises proportionnées aux dépenses et recettes effectuées par les comptables et calculées d'après un tarif.

Le compte de gestion de 1840 indique une dépense de 16 francs (non effectuée) ; celui de 1850, 28 francs 47 et les frais de perception se montent à 2 fr. 15 ; celui de 1860, 15 fr. 22 (d'autre part, la remise du percepteur sur les centimes communaux est de 2 fr. 22).

Au budget de 1873, une somme de 50 francs est prévue pour les remises du receveur municipal ; la dépense indiquée par le dernier compte de gestion était de 48 fr. 12. En cette même année 1873, une somme de 3 francs est prévue pour les remises du percepteur sur les centimes communaux. Au budget de 1876, on prévoit 84 francs pour les remises du receveur municipal (celles du percepteur sont de 4 francs).

Le décret du 27 juin 1876 établit enfin un système de traitement fixe basé sur la moyenne des remises accordées de 1867 à 1874. Les traitements des receveurs municipaux furent fixés par les préfets pour une période minima de cinq ans, après laquelle ils pouvaient être révisés si la moyenne des revenus ordinaires avait augmenté ou diminué d'un dixième au moins sur le chiffre de la période prise comme base. Le décret du 5 décembre 1908 modifia cette règle en ce sens que le traitement du receveur municipal peut être révisé tous les trois ans, si l'on constate une augmentation ou une diminution du quinzième des recettes ordinaires de la période précédente.

Nous indiquons dans le tableau suivant quel fut le traitement du receveur municipal de Montmarlon de

l'an 1840 à l'an 1914. Ce tableau a été fait d'après les comptes de gestion pour les années 1840-1870, et d'après les budgets pour les années 1873-1914.

1840.....	16 fr. (paiement non effectué)
1845.....	20 »
1850.....	28 47
1860.....	15 22
1865.....	17 34
1873.....	50 »
1876.....	84 »
1883.....	143 »
1893.....	157 30
1903.....	157 30
1908.....	157 30
1910.....	157 30
1913.....	157 30
1914.....	157 30

CHAPITRE V

Dépenses relatives aux biens communaux

Les dépenses que nous allons étudier ici sont relatives aux biens du domaine privé de la commune.

La commune de Montmarlon possède des bois dont la contenance est de 92 hectares 61 ares ; elle possède aussi 101 hectares de pâturages ou parcours, dont une grande partie est couverte de broussailles.

A l'exception d'une mairie-lavoir terminée en 1908, elle n'a point de bâtiments communaux ; aussi emprunte-t-elle à Lemuy son église, son école, son cime-

tière et son chalet pour la fabrication des fromages. Nous aurons donc à indiquer quelle contribution la commune de Montmarlon est obligée de payer, lorsque celle de Lemuy répare ces quatre derniers bâtiments qui lui appartiennent en propre.

1° CONTRIBUTIONS DES BIENS COMMUNAUX ET TAXE
DES BIENS DE MAINMORTE

Le montant de la contribution dite des biens communaux figure au compte de gestion de 1841 pour 48 fr., mais nous voyons déjà au budget de l'an 1809 la contribution spéciale aux bois communaux s'élever à la somme de 5 francs. Cette contribution des biens communaux n'est que de 15 francs en 1845 ; en revanche, elle monte à 96 francs en 1850. Le compte de gestion de 1860 relate une dépense de 70 francs pour les biens communaux autres que les bois et une contribution de 14 francs pour ceux-ci.

Le budget de 1873 prévoit une somme de 90 francs pour la contribution des biens communaux autres que les bois ; celui de 1883 en prévoit une de 92 francs.

Le budget de 1910 prévoit 125 francs pour la contribution des biens (y compris les bois) et revenus communaux et celui de 1913 prévoit, sous le titre : « Entretien des propriétés communales », une somme de 150 francs pour la contribution des biens et revenus communaux, dépense obligatoire.

Certains biens sont, en outre, soumis à la taxe spéciale dite taxe des biens de mainmorte. Etablie par la loi du 20 février 1849, cette taxe annuelle représente l'équivalent des droits d'enregistrement sur les transmissions de propriétés entre vifs et par décès. On ne

rencontre cette taxe qu'en 1852 où elle figure, forte de 46 francs 09, au compte de gestion. Dans celui de 1860, elle est de 33 fr. 91. Pour cette taxe, les budgets de 1873, 1883 et 1893 prévoient respectivement une dépense de 35, de 50 et de 35 francs.

Sous la rubrique « Dépenses des forêts », les budgets de 1900 à 1910 indiquent ainsi qu'il suit leurs prévisions au sujet de ce genre de contribution : 81 fr. 35 en 1903, 121 francs en 1908, etc.

La taxe des biens communaux et celle des biens de mainmorte ne s'appliquent qu'aux biens qui ne sont pas affectés à un service public.

Nous allons nous occuper maintenant des bâtiments communaux tant de Montmarlon que de Lemuy.

1° *Mairie*. — La loi du 5 avril 1884, article 136, paragraphe 1, porte comme dépense obligatoire « l'entretien de l'Hôtel de Ville ou, s'il n'en existe pas, la location d'une maison ou d'une salle pour en tenir lieu ».

Le Conseil de Montmarlon n'a accepté de construire une mairie que par décision du 24 avril 1906, date à laquelle il a adopté le projet et voté un crédit de 5.700 francs. Auparavant, il avait fait choix d'un architecte par délibération du 26 novembre 1905.

Voilà pourquoi nous voyons figurer, pendant cinq années, au budget additionnel diverses sommes sous le titre : « Construction de la mairie ». Les plus considérables de ces sommes sont celle de 2.760 francs en 1908 et celle de 1.253 fr. 57 en 1910.

La mairie a été construite sur un terrain communal, en un endroit où se trouvait déjà un lavoir. La somme

votée fut, en majeure partie, obtenue au moyen d'un emprunt fait à la Caisse des Dépôts et Consignations ; on se servit des deniers libres des budgets antérieurs pour la compléter.

Aujourd'hui, toutes les sommes prêtées à Montmarlon sont remboursées et nous voyons que, dans chaque budget de cette commune, les recettes sont de beaucoup supérieures aux dépenses. A l'occasion de la construction de ladite mairie, les habitants n'eurent pas à supporter d'imposition extraordinaire. Quant aux dépenses nécessaires pour meubler le nouvel édifice, un crédit de 100 francs fut porté au budget de 1908 pour l'achat d'une table, de chaises et d'un poêle.

2° *Eglise, Cimetière, Ecole et Chalet.* — Nous avons dit que Montmarlon empruntait à Lemuy son église, son cimetière et son école ; évidemment, notre commune doit contribuer à l'entretien de ces divers bâtiments dans la mesure dont elle en use.

En 1840, Montmarlon contribue au loyer de la maison d'école pour une somme de 30 francs ; on voit dans le compte de gestion de la même année que sa quote-part pour l'entretien de l'école se monte à 26 fr. 60. Dans le compte de gestion de l'année 1860, on lit : « Dû à la commune de Lemuy pour réparation de l'église, 899 fr. 86, comme part contributive ».

Montmarlon a aussi sa quote-part dans les dépenses causées par les réparations faites à la maison commune de Lemuy, car la maison commune de ce village est en même temps maison d'école. C'est pourquoi nous voyons figurer au budget additionnel de 1908 une dépense extraordinaire de 300 francs pour « réparations à la maison commune de Lemuy ».

Le cimetière est la propriété de la commune de Lemuy, puisqu'il se trouve sur son territoire. Nous savons que chaque commune supporte les frais d'entretien des murs et allées de son cimetière (article 136, paragraphe 13 de la loi du 5 avril 1884). Par contre, elle en retire quelques ressources dont nous parlerons plus amplement dans la suite.

Enfin, Lemuy possède un chalet communal pour la fabrication des fromages façon gruyère. Moyennant une redevance annuelle de 200 francs versée à la commune de Lemuy, les habitants de Montmarlon ont le droit d'apporter le lait de leurs vaches au fromager de Lemuy. Aussi lisons-nous dans le budget additionnel de Montmarlon, année 1913 : « Subvention à la commune de Lemuy pour le chalet, 200 francs ». (Chapitre des dépenses supplémentaires nécessitant un nouveau crédit). D'autre part, la même somme est portée au budget additionnel de Lemuy (Chapitre des recettes supplémentaires).

Moyennant ladite redevance annuelle, la commune de Montmarlon est exemptée de toute dépense relative à l'entretien ou à l'amélioration du chalet de Lemuy : cette somme de 200 francs a été fixée par traité à forfait.

3° *Fontaines et Abreuvoirs.* — La commune de Montmarlon possède une fontaine et un abreuvoir très anciens qui ont été restaurés, il y a peu d'années.

La commune doit les tenir en bon état. Aussi, dès 1873, le budget prévoit une dépense de 100 francs pour l'entretien des fontaines, puits et mares ; et la même somme approximative figure sur tous les budgets suivants jusqu'en 1903.

En 1910, le budget additionnel pour l'exercice de cette année-là prévoit d'abord une somme de 100 francs destinée à l'entretien de la fontaine et, en outre, une somme de 29 francs pour le nettoyage de l'abreuvoir (salaire de l'ouvrier chargé de cette besogne).

Le budget additionnel de 1913 prévoit une somme de 50 francs pour l'entretien de la fontaine et celle de 18 francs pour le curage de l'abreuvoir. La dépense occasionnée par la réparation de la fontaine et de l'abreuvoir a été très variable ; ainsi, le budget additionnel de 1903 prévoit 200 francs pour la fontaine et 50 francs pour l'abreuvoir, tandis que le budget additionnel de 1908 n'affecte qu'un crédit de 50 francs à la fontaine et de 9 francs à l'abreuvoir.

Comme nous l'avons dit plus haut, ce genre de dépenses figure à tous les budgets depuis 1873 et les crédits prévus varient suivant l'importance et la difficulté des travaux à exécuter.

CHAPITRE VI

Dépenses de l'instruction primaire

Dans son livre intitulé : « Le village sous l'ancien régime », M. Babeau dit qu'il y avait, au XVIII^e siècle, de très nombreuses écoles rurales et qu'habituellement c'étaient les communautés (nous disons aujourd'hui communes) et non l'Eglise, qui construisaient, achetaient ou louaient les maisons destinées aux écoles et qui subvenaient par des allocations annuelles à l'insuffisance des rétributions que les parents payaient cha-

que mois aux maîtres. Le maître d'école était nommé par les habitants des communautés réunis en assemblée générale. Mais l'Eglise devait approuver ce choix et surveiller le nouvel instituteur ; l'intendant sanctionnait les décisions prises. On sait qu'actuellement l'instituteur est nommé par le Préfet.

Après la Révolution, l'instruction primaire fit de grands progrès. Elle se répandit surtout depuis 1871, mais alors c'est l'Etat qui dirige la marche de ce service. Il n'est pas besoin de dire que l'extension de cet enseignement occasionna des dépenses considérables ; elles furent payées en partie par l'Etat, en partie par les communes.

Montmarlon se sert des écoles, de l'instituteur et de l'institutrice de Lemuy.

Dans le compte de gestion de 1840, nous remarquons une somme de 30 francs pour le loyer de la maison d'école et une autre de 200 francs pour le logement de l'instituteur ; puis, dans les « Dépenses supplémentaires » de la même année, une dépense (non effectuée) de 26 fr. 60 pour l'entretien de l'école.

Dans le compte de 1845, nous lisons : Pour le traitement de l'instituteur, 200 francs ; pour son indemnité de logement, 30 francs (dépense annulée). Les mêmes sommes figurent pour les mêmes objets sur le compte de gestion de 1850.

Le compte de gestion pour l'année 1860 ne porte qu'une dépense de 60 francs pour le traitement de l'instituteur. En consultant le budget de 1873, nous remarquons que le traitement (part contributive de Montmarlon) se monte à 68 fr. 50 pour l'instituteur et à 51 fr. 50 pour l'institutrice. Les mêmes sommes

figurent dans les sept budgets suivants. Dans le budget de 1881, on prévoit 116 francs pour l'instituteur et 50 francs pour l'institutrice. Au budget de 1883 le Préfet innove un système consistant à approuver ensemble les traitements de l'instituteur et de l'institutrice, en réduisant le total de 166 francs à 158.

Ces contributions restèrent les mêmes jusqu'en l'année 1889, où la loi du 19 juillet mit à la charge de l'Etat et du département toutes les grosses dépenses de l'instruction primaire qui leur incombaient déjà en grande partie.

D'autre part, nous voyons que, dès 1903, la commune de Montmarlon, désirant témoigner sa satisfaction à l'instituteur de Lemuy, inscrit chaque année une dépense de 50 francs dans son budget additionnel (paragraphe : « Nouveaux crédits » ; titre : Gratification à l'instituteur de Lemuy).

La loi du 16 juin 1881 établit la gratuité scolaire, laquelle était déjà autorisée par l'article 8 de la loi du 10 avril 1867. Cette gratuité s'est toujours étendue à tous les élèves fréquentant l'école, quel que fût leur domicile. Avant 1867, le Conseil municipal de Lemuy avait fixé le taux de la rétribution scolaire : il était de 1 fr. 50 ou de 2 fr. par mois, suivant les catégories d'élèves, et il fut voté de nouveau chaque année depuis 1854 jusqu'au moment où la rétribution scolaire fut supprimée.

Enfin, il y a un certain nombre de dépenses scolaires accessoires, dont la première est le chauffage, l'éclairage et le nettoyage des classes. En 1883, le Conseil municipal de Montmarlon juge que la commune doit contribuer à cette dépense et vote un crédit de 10 francs

qui est approuvé par le Préfet. Le budget de 1893 porte 25 francs sous le titre « Dû à Lemuy pour sonnerie et chauffage des classes ». A partir de 1898, la dépense resté invariablement la même : 35 fr. 25. Toutefois, le budget de 1913 prévoit une dépense de 40 fr. 25, somme quatre fois plus forte que celle qui avait été votée en 1883.

Les « fournitures scolaires aux élèves de Montmarlon » forment une autre dépense accessoire. Elle figure pour la première fois au budget additionnel de 1903 où elle est de 10 francs ; en 1908, elle monte à 12 francs ; en 1909, elle revient à 10 francs. Le budget additionnel de 1910 prévoit 15 francs, enfin celui de 1913, et aussi celui de 1914, 30 francs. Cette forte augmentation provient de ce que le nombre des élèves a doublé en quatre ans.

Si, ayant vu les dépenses pour l'instruction primaire portées au budget de Montmarlon, nous regardons maintenant les dépenses de même ordre prévues au budget de Lemuy pour l'exercice 1913, nous trouvons d'abord dans le budget primitif : 400 francs pour le chauffage, l'éclairage et le balayage des classes ; **25 fr.** pour le mobilier scolaire et le matériel d'enseignement (dépense accidentelle) et 30 francs pour l'indemnité de la maîtresse de couture (c'est l'institutrice qui est chargée de cet enseignement). Nous trouvons, en outre, sous le titre de « subvention à la caisse des écoles », une somme de 300 francs (dépense facultative), tandis que le compte de gestion de 1912 porte 450 francs. Le budget additionnel accorde une somme de 85 francs comme subvention supplémentaire à la caisse des écoles et prévoit la construction d'un préau qui coûtera environ

500 francs. Lennuy donne à son instituteur une gratification de 100 francs pour le cours d'adultes, et l'institutrice en reçoit une de 75 francs.

A propos de la subvention à la Caisse des écoles, nous rappellerons qu'aux termes de l'article 15 de la loi du 10 avril 1867, une caisse des écoles devait être établie dans chaque commune. Elle était destinée à encourager la fréquentation des écoles par des récompenses aux élèves assidus et par des secours aux élèves indigents. Elle fonctionna sous l'autorité du Préfet et ses ressources se composèrent à la fois de cotisations volontaires et de subventions de l'Etat, du département et de la commune. Comme c'était un établissement jouissant de la personnalité morale, elle pouvait recevoir des dons et des legs. La loi du 28 mars 1882, article 17, obligea à en créer une dans chaque commune. Celle de Lemuy fut fondée par une délibération du Conseil municipal du mois de mai 1882 avec une subvention de 100 francs, laquelle a été constamment accrue et a figuré à tous les budgets. Elle sert principalement à acheter des fournitures scolaires aux élèves indigents et, de la sorte, elle se conforme aux dispositions du décret du 29 janvier 1890.

Du reste, les communes n'ont jamais été tenues d'accorder des subventions aux caisses des écoles et, pour sa part, Montmarlon n'a jamais fait figurer cette dépense dans son budget.

CHAPITRE VII

Dépenses relatives à la voirie

A l'époque moderne, le service de la voirie locale ou vicinalité est, pour la plupart des communes, la source de dépenses la plus considérable. Comme les voies reliant un lieu aux lieux voisins sont celles dont les habitants ont le plus besoin et, par suite, tirent le plus d'avantages, on s'est efforcé, depuis un siècle, d'améliorer celles qui existaient déjà et d'en créer de nouvelles.

L'Etat et les départements ont voulu participer aux dépenses occasionnées par la voirie locale ; ils ont aidé les communes en leur accordant fréquemment des subventions. La loi du 11 juillet 1868 établit une caisse des chemins vicinaux alimentée par l'Etat. Cette caisse subsista jusqu'en 1893 et, dans cette période de vingt-cinq ans, elle fournit aux communes des secours dont le total s'élève à plusieurs centaines de millions de francs. En 1893, le législateur créa pour l'entretien des chemins vicinaux des ressources ordinaires variées et chargea le département et l'Etat d'une grande partie des dépenses de la voirie locale en ce qui concerne les chemins de grande communication et les chemins d'intérêt commun.

Nous savons que du village de Montmarlon partent quatre chemins, savoir : 1° un chemin vicinal se dirigeant vers Lemuy ; 2° un chemin vicinal aboutissant au chemin de grande communication de Salins à Censeau ; 3° un chemin de grande communication tirant

vers Andelot et vers Supt ; 4° un chemin rural allant dans la forêt de la Haute-Joux. Ces chemins sont en bon état. Il est d'autant plus facile de les réparer qu'on trouve sur leurs flancs de la pierre en abondance.

M. Berthélemy, dans son « Traité élémentaire de droit administratif », signale que l'effort réalisé pour les chemins vicinaux a faibli depuis quelques années. L'état des finances publiques ne permet pas d'aider largement les communes et celles-ci, épuisées, pour la plupart, par d'autres sacrifices qu'on a réclamés d'elles, soit pour l'instruction primaire, soit pour l'assistance, n'ont pas pu remplir l'intégralité de leur programme. La loi du 28 juillet 1824 peut être considérée comme le premier effort sérieux qui ait été fait en matière de législation vicinale.

Les chemins vicinaux ne furent d'abord entretenus que par les contributions volontaires des habitants : c'était la corvée volontaire, et aussi la corvée bourgeoise qui présente une grande analogie avec nos prestations en nature. La corvée bourgeoise était de quatre jours accordés par les intendants sur les jours de corvée royale ou ajoutés à celle-ci, et tous les propriétaires de la paroisse, sans exception ou privilège, devaient y prendre part (1).

La Révolution, par les lois du 28 septembre-6 octobre 1791, du 16 Frimaire an II, du 11 Frimaire an VII et du 28 Pluviôse an VIII, mit à la charge des communes les frais d'entretien des chemins vicinaux sur le territoire desquelles ils étaient ou seraient établis ; la

(1) BABAU. — *Le Village sous l'ancien régime*, pages 274 et suivantes.

dépense en devait être acquittée sur les revenus communaux.

La prestation en nature fut autorisée par un arrêté du gouvernement en date du 4 Thermidor an X, et la commune de Montmarlon y eut immédiatement recours pour la réparation de ses chemins.

Enfin, la loi du 28 juillet 1824 ordonna de pourvoir aux dépenses d'entretien des chemins vicinaux, d'abord par les revenus communaux, puis par des prestations en nature ou en argent, au choix des contribuables ; enfin, en cas d'insuffisance de ces deux premiers moyens, par une imposition de cinq centimes au principal de la contribution foncière (1). Il faut noter que ces dispositions n'étaient pas obligatoires, puisqu'on lisait dans l'article 3 de la loi : « Tout habitant peut être tenu... » ; aussi n'eut-elle que peu d'effet.

Pour surveiller et diriger les travaux des routes et chemins, il y eut, dès 1816, des commissaires-voyers dont le traitement regardait les communes.

La loi du 31 mai 1836, qui est restée la loi organique de la vicinalité, régla définitivement le sort des chemins vicinaux : elle en rend l'entretien obligatoire. Quant aux ressources destinées à y subvenir, elle reproduit la loi du 28 juillet 1824.

Prestations. — Les prestations ont toujours été les recettes ordinaires les plus importantes de la vicinalité. Notons en passant que, dans la commune de Montmarlon, elles ne furent jamais, sauf de très rares exceptions, acquittées qu'en nature. Cela résulta de ce que, dès le

(1) Loi du 28 juillet 1824, article 2.

début, le Conseil municipal avait converti en tâches les trois journées de prestations. Cette conversion était autorisée par l'article 4 de la loi du 21 mai 1836 et, naturellement, le tarif variait selon le genre d'attelage, la distance à parcourir pour amener les matériaux à destination et la nature des travaux à accomplir (extraction, concassage et épandage de la pierre).

Taxe vicinale. — Les prestations peuvent être remplacées par la taxe vicinale. Elle ne figure au budget de Montmarlon qu'en 1910, par conséquent à une date très récente. L'article 5 de la loi de finances du 31 mars 1903 autorisait les Conseils municipaux à remplacer par une taxe vicinale tout ou partie des prestations pour les chemins vicinaux. « La taxe vicinale, dit cet article 5, sera représentée par des centimes additionnels aux quatre contributions directes, en nombre suffisant pour produire une somme équivalente à la valeur des prestations remplacées. Lorsque ce nombre de centimes sera supérieur à 20, la substitution devra être autorisée par le Conseil général. Les redevables pourront se libérer en nature de la taxe vicinale, pourvu qu'elle ne soit pas inférieure à 1 franc et à la condition de déclarer, dans les délais prescrits, qu'ils entendent faire usage de cette faculté ».

Après bien des hésitations, le Conseil municipal de Montmarlon, dans sa séance du 23 mai 1908, décida de remplacer les prestations par la taxe vicinale ; ce qui est relaté en ces termes dans le procès-verbal de délibération de la dite séance : « Considérant que la loi permet à la commune de remplacer les prestations par une taxe vicinale et estimant que la taxe municipale est plus

juste comme correspondant mieux à la fortune de chaque habitant imposable, le Conseil municipal décide de remplacer, pour le prochain budget, les prestations par la taxe vicinale ». Dans cet extrait du registre des délibérations nous ne voyons pas très nettement la raison qui a pu déterminer le Conseil municipal à voter ce changement, mais nous remarquons d'autre part qu'en la même année 1908, le Conseil municipal de Lemuy adopta également la taxe vicinale en vue de l'établissement du budget pour 1909. Il est donc très probable que notre petite commune voulut simplement imiter sa voisine et faire un essai qui, d'ailleurs, ne dura que deux ans. Les comptes de gestion nous donnent les recettes procurées par la taxe vicinale : elles furent de 386 francs en 1909 et de 392 francs en 1910. En 1911, nous voyons au budget primitif le retour au système des « prestations (3 journées) en argent et en nature » avec une prévision de 350 francs (286 fr. 43 sont portés au compte de gestion de ladite année). La somme de 222 fr. 27 est portée au compte de gestion de 1912 et celle de 327 francs est prévue au budget primitif de 1913.

Employées d'ordinaire sous forme de tâches, les prestations ont rendu et rendent encore de très grands services. La France leur doit une importante partie de son réseau de voies vicinales. On les a vivement critiquées, mais à tort, car elles présentent plusieurs avantages dont le principal est que, s'effectuant en hiver, alors que les paysans ne peuvent travailler dans les champs ou n'ont rien à y faire, elles sont pour eux qui, d'ailleurs, donnent plus volontiers leur travail que leur argent, une bien faible charge, et M. Cauwès dit très

justement que cet impôt enrichit la société sans appauvrir le contribuable (1).

Néanmoins, la loi du 31 mars 1903 autorisa, comme nous le savons, les communes à remplacer les prestations par une taxe vicinale. Cette dernière n'a pas le défaut d'improportionnalité reproché aux prestations ; elle atteint un plus grand nombre de contribuables et frappe davantage les plus riches. Elle fut accueillie hostilement par les grands propriétaires, par beaucoup de conseils généraux et de conseils municipaux ; les percepteurs eux-mêmes lui furent peu favorables, par crainte d'un surcroît de travail. Cependant, en 1911, elle était établie entièrement dans 15.131 communes et partiellement dans 2.199 autres.

A côté du produit des prestations ou de la taxe vicinale figurent encore, parmi les ressources de la vicinalité, les centimes affectés spécialement à ce service. Le produit de ces centimes est inscrit pour la première fois au compte de gestion de 1843 et il s'élève à 22 fr. 50 ; encore ce genre de taxe fut-il imposé d'office par le Préfet. Le Conseil municipal de Montmarlon prétendait que les prestations en nature suffisaient dans cette commune pour réparer les chemins vicinaux ; que, par conséquent, le vote de centimes additionnels amènerait une surcharge inutile. Mais, dès 1845, les autorités communales cessèrent toute résistance à ce sujet.

Aux 5 centimes additionnels dûs pour les chemins vicinaux peuvent s'ajouter les 3 centimes facultatifs autorisés par l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867 et

(1) CAUVÈS. *Economie politique*, tome IV, page 341.

par l'article 141, § 2 de la loi du 5 avril 1884, pour concourir aux dépenses des chemins vicinaux ordinaires. La commune de Montmarlon n'a jamais usé de la faculté d'accroître de ces 3 centimes les impôts de ses habitants.

La loi du 5 avril 1884, confirmant celle du 20 août 1881 (article 10), autorisait également les communes à s'imposer de 3 centimes extraordinaires pour contribuer à l'entretien de leur voirie rurale. Montmarlon n'a profité de cette autorisation qu'en l'année 1889, au budget de laquelle on voit figurer ces centimes.

Comme tous les villages, Montmarlon a quelques chemins ruraux desservant les champs des divers quartiers de son territoire, et là comme ailleurs, les propriétaires riverains ne se décident à les réparer que quand ils sont devenus tout à fait impraticables. Il y a toutefois, à Montmarlon, un chemin rural qui est entretenu avec grand soin : c'est celui qui mène du village au canton de la forêt de la Haute-Joux, qui appartient à la commune (canton du Bioulet). Pendant longtemps, il fut entretenu au moyen de prestations volontaires, car malgré l'ordre donné par la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 21 mai 1839, les chemins ruraux n'avaient pas été reconnus, et aucune imposition communale particulière n'était votée pour leur entretien. Actuellement, il est réparé soigneusement tous les ans et, à cet effet, depuis 1903, nous voyons une dépense uniforme de 100 francs inscrite au budget additionnel de chaque année.

CHAPITRE VIII

Dépenses de l'hygiène et de l'assistance sociales

I. — DÉPENSES DE L'HYGIÈNE SOCIALE OU DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Ces dépenses comprennent, par application de la loi du 15 février 1902, les dépenses du service de la désinfection et du service de la vaccine. Elles sont totalisées par le Préfet en fin d'exercice et réparties entre les communes, le département et l'Etat, suivant un taux déterminé par les barèmes A et B annexés à la loi sur l'assistance médicale gratuite du 15 juillet 1893.

Dans cette catégorie de dépenses, la commune de Montmarlon n'a eu, jusqu'à présent, à supporter que les frais de la vaccination gratuite de 1903. En effet, une somme de 20 francs est inscrite au budget additionnel de 1903 pour les frais de la vaccination gratuite qui eut lieu cette année-là.

II. — DÉPENSES D'ASSISTANCE SOCIALE

Ces dépenses sont aujourd'hui acquittées par l'Etat, les départements et les communes, dans des proportions indiquées par les lois et règlements administratifs, et selon les différentes formes ou catégories d'assistance publique ; mais la plupart de ces services d'assistance sont des services communaux. Sous un certain contrôle, les communes en dirigent le fonctionnement, par exemple l'assistance aux malades pauvres, aux vieillards, aux infirmes et incurables sans ressources.

D'autres services, comme ceux des enfants assistés et de la garde des aliénés, sont à la charge des départements. Le département, dont les revenus sont faibles, se fait aider par les communes : elles lui versent chaque année une certaine somme destinée à subvenir aux besoins des services qu'il gère.

Occupons-nous d'abord de l'assistance aux enfants.

Enfants assistés. — C'est là la première dépense d'assistance publique que nous voyons figurer au budget de la commune de Montmarlòn : elle est indiquée sous le titre : « Contingent pour dépenses des enfants trouvés et abandonnés » et les comptes de gestion ne portent pour cet objet que des sommes très faibles. En 1860, la dépense est de 0 fr. 50 et elle ne dépassera jamais 1 franc, maximum atteint en 1863.

Avant 1789, ce service incombait en principe aux seigneurs haut-justiciers, mais en fait, les enfants abandonnés étaient recueillis par les hospices et par les maisons religieuses.

Par les décrets du 10 septembre 1790 et du 19 mars 1793, ainsi que par la loi du 27 Frimaire an V, la Révolution mit ce genre de dépenses à la charge des départements et des communes. Puis vinrent la loi du 15 Pluviôse an XIII, l'important décret du 19 janvier 1811 et la loi du 5 mai 1869.

Ce service fut réorganisé par la loi du 27 juin 1904 et il comprend, d'après le titre 1^{er} de l'article 2 de cette loi :

1° Les enfants dits secourus et en dépôt, qui sont sous la protection de l'autorité publique ;

2° Les enfants en garde, sous la protection de l'autorité publique ;

3° Les enfants trouvés, abandonnés, orphelins, les enfants pauvres, délaissés, maltraités ou moralement abandonnés : ils sont appelés pupilles de l'assistance et placés sous la tutelle de l'autorité publique.

En fin d'exercice, les dépenses de ce service sont totalisées par le Préfet et réparties par le Conseil général entre l'Etat, le département et les communes. La loi du 27 juin 1904 dispose que la participation des communes sera toujours égale au cinquième du total de ces dépenses, mais elle ne parle pas de la répartition du susdit contingent entre les communes ; aussi s'appuie-t-on, pour l'effectuer, sur la circulaire ministérielle du 21 août 1839. Lorsqu'ils procèdent à cette répartition, les Conseils généraux tiennent compte du revenu ordinaire de la commune et du chiffre de sa population.

Nous allons indiquer quelles furent les dépenses supportées par Montmarlon relativement au service des enfants assistés depuis l'année 1860, au budget de laquelle on voit ce genre de dépense figurer pour la première fois.

Dans le compte de gestion de 1860, le « Contingent pour les dépenses des enfants trouvés et abandonnés » est de 0 fr. 50. Le budget de 1873 prévoit 5 francs sous le même titre, mais le compte de l'année précédente n'indique que 3 fr. 45.

Pour le même objet, les budgets subséquents portent également la somme de 5 francs, et elle figure, parfois diminuée de quelques centimes, dans les comptes de gestion : 4.70 en 1878, 5 francs en 1883, 4.55 en 1893, etc.

Toutefois, sous le titre « Contingent pour les enfants assistés », le compte de gestion pour 1902 porte la

somme de 8 fr. 50, tandis que la dépense prévue au budget de la même année n'était que de 5 francs. Aussi le budget de 1903 prévoit-il 9 francs. Dans les budgets de 1905, 1908 et 1910, la prévision continue à être de 5 francs, mais une somme beaucoup plus faible figure dans les comptes de gestion : 3 fr. 80 en 1905 ; 2 fr. 20 en 1908 ; 3 fr. 58 en 1910 ; 2 francs en 1912.

Prenons enfin le budget de 1914. Dans le chapitre des dépenses ordinaires, au titre C. : Assistance et hygiène, § 1^{er}, dépenses obligatoires, nous voyons que le contingent de la commune pour les enfants assistés est prévu de 5 francs, mais la dépense indiquée par le compte de gestion pour l'année 1913 n'était que de 2 fr. 80 ; le budget primitif pour ledit exercice prévoyait déjà la somme de 5 francs.

Entretien des aliénés. — Il s'agit encore là d'un service départemental, mais les dépenses de ce service sont supportées en partie par les communes où les aliénés avaient leur domicile avant d'être internés (1).

La loi fondamentale en matière d'entretien d'aliénés est celle du 30 juin 1838. Le département ne se charge que des aliénés indigents sans famille ou de ceux dont les parents sont trop pauvres pour pouvoir les garder et soigner, ou payer les frais de séjour et de traitement de ces infortunés dans des établissements spéciaux (article 27 de la susdite loi).

Ce genre de dépenses ne figure au budget de Montmarlon que depuis 1910. En effet, en 1909, un de ses

(1) La loi du 15 juillet 1893, remplaçant le décret du 24 Vendémiaire an II, détermine le domicile de secours des aliénés.

habitants du nom de Sornay ayant donné plusieurs marques du dérangement de son esprit, dont la dernière fut qu'il tenta d'incendier une maison, le Conseil municipal décida de le faire conduire à l'Asile départemental de Saint-Ylie, près de Dole, ce qui eut lieu l'année suivante. Le budget additionnel de 1910 prévoyait cette dépense : « Transport de l'aliéné Sornay à Saint-Ylie, 30 fr. 35 ». Le budget additionnel de 1911 et celui de chacune des années suivantes prévoient une dépense de 80 francs pour l'entretien de cet aliéné.

Assistance aux malades pauvres. — La loi du 15 juillet 1893 organisa définitivement le service de l'assistance médicale gratuite ; elle déclara ces dépenses obligatoires pour les communes et ordonna à celles-ci de dresser chaque année et de rectifier tous les trimestres la liste des personnes domiciliées sur leur territoire qui, le cas échéant, auraient droit à des soins médicaux gratuits. Ladite loi obligea en même temps les communes à établir le domicile de secours des malades pauvres.

La commune, est-il dit dans l'article 27 de cette loi, devra pourvoir à ces dépenses au moyen :

Des ressources spéciales (legs, fondations, etc.) ;

Des ressources ordinaires du budget ;

Enfin, de centimes additionnels en nombre indéterminé et de taxes d'octroi.

Cependant, les communes ne seront pas chargées de toute la dépense, quand elles emploieront, pour la payer, des ressources provenant de l'impôt ; l'Etat et le département leur viendront en aide au moyen de subventions.

Pour ce qui concerne la commune de Montmarlon, les ressources spéciales dont parle la loi de 1893 n'ont jamais existé, mais les revenus ordinaires y sont suffisants pour l'acquittement des dépenses obligatoires, de sorte qu'il n'a jamais été nécessaire d'établir des centimes spéciaux.

D'ailleurs, cette dépense ne figure qu'au budget additionnel de 1897 pour une somme de 10 francs et qu'à celui de 1903 pour une somme de 20 francs sous ce titre : Service de l'assistance médicale. Les budgets des années suivantes, y compris l'année 1914, n'en font plus mention et l'on ne saurait s'en étonner si l'on considère le petit nombre des habitants, l'aisance dans laquelle ils se trouvent et surtout la salubrité du pays. Notons qu'à Lemuy, commune douze fois plus peuplée que Montmarlon, une dépense de 150 francs est prévue pour l'assistance médicale gratuite (Budget primitif de Lemuy pour l'exercice 1914).

Secours aux indigents. — Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Sous l'ancien régime, la paroisse devait faire subsister ses pauvres. De tout temps, d'ailleurs, les habitants d'un lieu assemblés en corps de communauté ont secouru pécuniairement ceux d'entre eux qui étaient dans le besoin. Souvent aussi, jadis, l'Etat est intervenu pour encourager et aider en cela la commune : on sait que, longtemps avant la Révolution, le Roi accordait aux habitants pauvres des dégrèvements d'impôts et qu'il existait des bureaux et des ateliers de charité.

Le budget de Montmarlon pour l'année 1873 est le premier où il soit fait mention de secours communaux aux indigents : on y voit, en effet, une subvention de

5 francs accordée au Dépôt de Mendicité. Cette dépense figure à tous les budgets suivants, de 1873 à 1887; année où elle disparaît pour ne reparaitre qu'en 1908.

Le budget de 1908 porte 150 francs pour « secours aux indigents » et celui de 1909, 175 francs. Le budget additionnel de 1913 prévoit une dépense de 120 francs.

Parlons maintenant de l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. La loi du 14 juillet 1905 a fortement augmenté les dépenses communales relatives à cet objet et les a déclarées obligatoires : les frais se partagent entre la commune du domicile de secours de l'indigent, le département et l'Etat.

La loi spécifie la façon dont les communes devront pourvoir à ces dépenses. Ce sera à l'aide :

1° Des libérations, fondations et autres ressources spéciales au service susnommé ;

2° De la participation éventuelle du bureau de bienfaisance et de l'hospice ;

3° Des ressources ordinaires de la commune ;

4° Enfin, en cas d'insuffisance des trois premiers moyens, à l'aide des ressources provenant de l'impôt ou des taxes autorisées.

Le décret du 14 mai 1906 a rattaché au département le service de l'assistance aux vieillards, mais la commune en conserve la gestion, et c'est le Conseil municipal qui, avec l'approbation du Conseil général et du Ministre de l'Intérieur (article 20 du décret précité), fixe le taux de l'allocation mensuelle, sans qu'elle puisse être inférieure à 5 francs.

Le Conseil municipal, de concert avec la Commission d'assistance et sous réserve d'appel à la Commission cantonale et à la Commission centrale instituées par la

loi, décide l'admission de nouveaux assistés ou le retrait d'indigents valides déjà secourus.

A Montmarlon, les dépenses pour l'assistance aux vieillards infirmes ont été très variables depuis 1905. Au budget primitif de 1906 figure une prévision de 100 francs, mais aucune somme n'est portée au budget additionnel ; pour l'année 1907, on voit 120 francs inscrits au budget primitif, et 198 francs au budget additionnel. Pour l'exercice 1908, la dépense prévue est doublée : en effet, 300 francs sont portés au budget primitif et, en outre, 396 francs au budget additionnel. Pour chacune des années 1909 et 1910, il n'est prévu que 60 francs au budget primitif.

Enfin, le budget de 1913 prévoit 384 francs au budget primitif et 120 francs au budget additionnel pour le même objet. La dépense inscrite au compte de gestion de 1912 est de 380 francs. Le budget primitif de 1914 prévoit 360 francs.

On pourrait s'étonner de ce que les dépenses pour l'assistance aux vieillards indigents varient tant d'une année à l'autre. Cette grande différence provient en partie de ce que le budget de Montmarlon n'est pas toujours dressé méthodiquement. Par exemple, tantôt l'on comprend dans lesdites dépenses l'entretien d'un indigent nommé Poux qui est à l'Asile ; tantôt on ne l'y comprend pas, mais on le mentionne séparément. Au budget additionnel de 1908 est portée, pour l'entretien de cet indigent, une somme de 35 francs, reliquat de 1907 ; au budget additionnel de 1910 figure une somme de 170 francs pour le même objet. Après cette année-là, il n'est plus question de l'indigent susnommé.

CHAPITRE IX

Dépenses relatives aux bois communaux

A Montmarlon, le montant de ces dépenses est assez considérable. Il y a d'abord la contribution des bois communaux : le compte de gestion de 1840 porte 36 fr. 01 ; celui de 1845, 15 francs ; celui de 1850, 96 francs ; celui de 1860, 33 fr. 91.

Sous le titre « Contribution des bois de mainmorte », le budget de 1873 prévoit 35 francs, mais la dépense indiquée au compte de gestion n'est que de 34 fr. 52 ; 50 francs sont prévus pour le même objet au budget primitif de 1883 ; 81 fr. 35 pour 1903 et 121 francs pour 1908. Sous le titre « Contribution sur les biens et revenus communaux », le budget primitif de 1910 prévoit 125 francs. Enfin, chacun des budgets primitifs de 1913 et de 1914 prévoit une dépense de 150 francs pour le même objet.

En second lieu, à chaque budget sont prévus les frais d'administration forestière qui, d'après les comptes de gestion, sont de 15 fr. 92 en 1845, de 13 fr. 35 en 1850, de 24 fr. 80 en 1855, de 30 fr. 35 en 1860, de 35 fr. 10 en 1865.

A partir de 1873, les budgets prévoient des sommes voisines de celle de 35 francs pour couvrir ces frais, savoir : 35 fr. 15 inscrits au budget primitif de 1873 ; 34 fr. 25 à celui de 1883 ; 37 fr. 35 à celui de 1890 ; 34 fr. 25 à celui de 1893 ; 35 francs à celui de 1898, etc.

Le budget de 1903 prévoit une dépense de 33 fr. 25 pour les frais généraux des bois, et la même somme est portée à tous les budgets suivants jusqu'en 1912.

Le budget de 1912 prévoit 36 fr. 25, celui de 1913, 36 francs, et celui de 1914, 36 fr. 50.

Nous nous sommes occupés au chapitre III de ce livre d'une troisième source de dépenses provenant des bois communaux, à savoir du traitement des gardes forestiers ; nous n'en reparlerons donc pas.

A chaque budget additionnel de Montmarlon figure l'emploi des charges forestières (1) qui, dans le chapitre des dépenses supplémentaires nécessitant de nouveaux crédits, correspond exactement aux charges forestières mentionnées dans le chapitre des recettes supplémentaires. Chaque budget distingue, suivant le genre de coupe, trois sortes de charges forestières : nous avons d'abord les charges de la coupe des chablis (2), puis celles de la coupe ordinaire, enfin celles de la coupe extraordinaire. La commune de Montmarlon fait à peu près chaque année une coupe extraordinaire.

En lisant le budget additionnel de 1913, nous y voyons ce qui suit :

RECETTES SUPPLÉMENTAIRES

Charges forestières de la coupe de chablis....	15 fr.
Charges forestières de la coupe ordinaire.....	50 »
Charges forestières de la coupe extraordinaire.	30 »

(1) FUZIER-HERMANN, dans son *Répertoire alphabétique du droit français*, article « Forêts », tome XXII, page 897, § 514, donne la définition suivante : Les charges consistent dans certains travaux d'entretien auxquels doivent pourvoir les adjudicataires. Elles ont le caractère d'un supplément de prix, l'adjudicataire payant ainsi, en vertu d'une convention expresse, des sommes qui profitent uniquement au vendeur.

(2) *Dictionnaire de Littré*. Les chablis sont des bois que le vent ou l'orage a abattus dans les forêts.

DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES (nouveaux crédits)

Emploi des charges forestières des chablis....	15 fr.
Emploi des charges forestières de la coupe ordi- naire	50 »
Emploi des charges forestières de la coupe extraordinaire	30 »

Il n'est pas besoin de dire que les coupes faites par la commune dans ses bois sont vendues par adjudication.

L'emploi des charges forestières se monte globalement à 20 fr. 40 pour 1910 et à 58 francs pour 1909 (budget additionnel).

Une autre dépense relative aux bois est celle de l'enlèvement ou du brûlement des rémanents ou bois mort. Elle figure quelquefois dans le budget ; par exemple, en 1900, la somme de 10 francs est prévue au budget additionnel pour cet objet ; la prévision de la même somme se rencontre également en 1905, en 1908 et en 1912.

Parlons enfin de l'affouage, c'est-à-dire des frais d'exploitation de la coupe affouagère de la commune de Montmarlon. Pour cet objet, le compte de gestion, de 1860 indique 150 francs. Le budget primitif de 1903 prévoit 100 francs, mais le compte de gestion de la même année porte seulement 83 francs. Pour l'exercice 1908, la prévision du budget primitif est de 150 francs ; en outre, un supplément de 60 francs figure au budget additionnel. Le budget additionnel de 1910 prévoit une dépense de 282 francs pour cet objet, tandis que celui de 1913 ne prévoit, dans son paragraphe 3, qu'une dépense exigeant un crédit de 55 francs.

On remarque que les frais d'exploitation de la coupe affouagère sont très variables. Leur montant dépend de la quantité de bois à couper et à distribuer, en un mot de l'importance de l'affouage. On sait que, pour les habitants, l'affouage (1) consiste en deux droits, dont l'un a pour objet le chauffage et porte sur les taillis, tandis que l'autre a pour objet la délivrance de bois de construction et porte sur les futaies. Le bois de chauffage est distribué par feu, le bois de construction par tête. Dans ce domaine, l'usage règne en maître ainsi que le prouve l'article 105 du Code forestier de 1827 conçu en ces termes : « S'il n'y a titre ou usage contraire, le partage des bois d'affouage se fera par feu, c'est-à-dire par chef de famille ou de maison ayant domicile réel et fixe dans la commune ; s'il n'y a également titre ou usage contraire, la valeur des arbres délivrés pour construction ou réparation sera estimée à dire d'experts et payée à la commune ».

L'exploitation des coupes affouagères est réglée principalement par les articles 81 et 103 du Code forestier. Le premier de ces articles interdit aux habitants d'exploiter eux-mêmes leurs bois communaux.

Nous n'avons pas besoin de dire que, à Montmarlon comme ailleurs, l'importance de l'affouage n'est pas la même tous les ans. Pour ce qui concerne le bois destiné au chauffage, il y a, chaque année, une cinquantaine de stères de branches et de copeaux de sapin à distribuer aux familles du village.

(1) FUZIER-HERMANN, *Répertoire alphabétique du droit français*, tome II, article « Affouage », Chapitre III, § 55, page 701 et suivantes.

CHAPITRE X

Dépenses imprévues — Fêtes publiques **Dépenses diverses**

Nous groupons dans un même chapitre des dépenses de faible importance, sur lesquelles il est, par conséquent, inutile que nous nous étendions.

1° *Dépenses imprévues.* — C'est le maire qui emploie les crédits accordés pour les dépenses imprévues : l'article 147 de la loi du 5 avril 1884 le dit formellement. Il consacre ces crédits à des dépenses permises par les lois et ne nécessitant aucune formalité particulière. Avant 1884, le maire ne pouvait, d'après la loi municipale de 1837, employer les sommes en question qu'avec l'autorisation du sous-préfet et du préfet ; la loi de 1884 supprima la nécessité de cette autorisation. D'autre part, la loi de 1837 réduisait le crédit accordé pour dépenses imprévues au dixième des ressources ordinaires ; la loi de 1884 abolit implicitement cette limitation en ne la renouvelant pas.

Jusqu'en 1893, on ne voit figurer qu'une fois des dépenses imprévues dans les budgets ou comptes de gestion de Montmarlon. Une somme de 34 fr. 61 est, en effet, portée sous ce titre dans le compte de gestion de 1860. Le budget primitif de 1893 prévoit 50 francs pour dépenses imprévues, et la prévision de la même somme se rencontre dans tous les budgets suivants jusqu'en 1913. Les comptes de gestion nous renseignent sur l'importance des dépenses imprévues faites réellement :

7 francs en 1898 ; 4 francs en 1903 ; 28 fr. 30 en 1908 ; 11 fr. 70 en 1909 ; 61 fr. 04 en 1910 ; 56 francs en 1911 et 71 fr. 68 en 1912.

Au budget primitif de 1913, une somme de 100 francs est inscrite pour dépenses imprévues, et au budget additionnel pour le même exercice figure un crédit supplémentaire de 50 francs ; le compte de gestion porte 136 fr. 47. Enfin, la somme de 80 francs est inscrite au budget primitif de 1914.

On remarque que, jusqu'en 1910, la somme de 50 francs figurant au budget primitif était amplement suffisante pour satisfaire aux dépenses imprévues, tandis qu'à partir de cette année-là, chaque budget additionnel porte un supplément de crédit à ce titre.

2° *Fêtes publiques.* — C'est une sorte de dépenses qui ne figure que depuis 1910 dans les budgets de Montmarlon. Chaque année, le Conseil municipal vote 50 francs pour les réjouissances du 14 juillet, fête nationale instituée par la loi du 6 juillet 1880.

Ces réjouissances sont entièrement d'ordre gastronomique, puisqu'elles ne consistent qu'en un banquet offert à tous les hommes majeurs du village. Ainsi, à partir de 1910, tous les budgets de Montmarlon prévoient une dépense de 50 francs sous le titre : « Fête Nationale du 14 juillet ».

Ajoutons que le budget additionnel de 1908 prévoit une dépense de 40 francs pour l'achat d'un drapeau tricolore, destiné à la maison commune qui vient d'être achevée ; la même somme est portée au compte de gestion.

3° *Dépenses diverses.* — Il s'agit, ici, de dépenses

accidentelles ou de menues dépenses qu'il est difficile de ranger dans telle ou telle catégorie et dont il importe peu de dresser la liste. Quelques-unes d'entre elles, par exemple les voyages du maire pour les affaires de la commune (un crédit de 50 fr. est porté pour cet objet au budget additionnel de 1913) sont, en vérité, des dépenses imprévues. Citons, parmi les dépenses diverses, celles qu'occasionnent tous les ans le déblaiement des neiges et la visite des fours et cheminées. Pour l'enlèvement des neiges, un crédit de 50 francs fut voté chaque année, de 1891 à 1910, date à partir de laquelle il fut doublé. Les frais causés par la visite des fours et des cheminées sont de 4 francs en 1893, de 5 francs en 1900, de 6 francs en 1905, de 8 francs en 1913 (5 francs seulement sont portés au budget primitif), également de 8 francs en 1914 (budget primitif).

DEUXIÈME PARTIE

LES RECETTES COMMUNALES

Nous nous proposons d'étudier dans la deuxième partie de cet ouvrage les recettes de la commune de Montmarlon.

Elles se rangent naturellement en trois catégories que nous examinerons l'une après l'autre, en observant le plan suivant :

CHAPITRE PREMIER. — Les ressources domaniales.

CHAPITRE II. — Les ressources provenant soit de l'impôt communal, soit de prélèvements sur les impôts d'Etat.

CHAPITRE III. — Les ressources accidentelles et extraordinaires.

CHAPITRE PREMIER

Les ressources domaniales

Les revenus du domaine privé de la commune de Montmarlon constituent ses ressources budgétaires les plus importantes.

Dans son article 133, § 1^{er}, la loi municipale du 5 avril 1884 classe comme recettes ordinaires des communes « les revenus de tous les biens dont les habitants n'ont pas la jouissance en nature ». Elle reproduit exactement l'article 31, § 2, de la loi du 18 juillet 1831.

Nous savons que le domaine de la commune de Montmarlon se compose de 101 hectares de landes et de 92 hectares 61 ares de bois, dont le plus important est une sapinière de 33 hectares 98 ares. Voyons d'abord quel est le produit des coupes que l'on fait dans cette forêt de sapins.

I. — PRODUIT DES COUPES DE BOIS ET VENTE D'ARBRES

Déjà le compte de gestion de 1845 indique une recette de 250 francs provenant de la vente d'arbres résineux tirés de la forêt communale.

La lecture des budgets et des comptes de gestion ultérieurs nous prouve que la vente des coupes ordinaires de bois procure à la commune de Montmarlon des revenus considérables : 849 fr. 94 en 1872 (compte de gestion de cette année-là) ; 900 francs en 1873 ; 1.503 fr.

en 1883 ; 1.350 francs en 1893 (sommes prévues au budget primitif desdites années). Enfin le budget de 1905 prévoit une recette de 1.630 francs et celui de 1913 en prévoit une de 4.000 francs.

Quant aux landes de Montmarlon, elles ne rapportent rien, si ce n'est un peu d'herbe que broute le bétail des habitants.

La commune de Lemuy tire aussi des revenus considérables de ses bois communaux dont la superficie était, en 1831, de 165 hectares 59 (sans compter le bois du hameau de Pontamougeard, 15 hectares 30) mais qui, aujourd'hui, par suite du reboisement, ont une étendue de plus de 200 hectares. La recette prévue au budget de 1913 pour la coupe ordinaire est de 10.000 francs.

Les chiffres que nous venons de donner n'indiquent en vérité qu'une partie du rapport des bois communaux; tant à Montmarlon qu'à Lemuy, car, outre les coupes ordinaires, il y a les coupes extraordinaires, mais nous ne parlerons de celles-ci qu'au Chapitre III où nous traitons des ressources accidentelles et extraordinaires. Disons toutefois, dès à présent, que les coupes de tout genre procurent à Lemuy un revenu approximatif de 20.000 francs par an.

En fait de propriétés communales lucratives, Montmarlon ne possède que des bois. La commune de Lemuy possède, en outre, des maisons, des prés et des terres labourables qu'elle donne à louage. Le budget primitif de 1913 nous montre que ces maisons sont louées moyennant 766 francs par an. Parmi elles se trouve le presbytère qui rapporte 150 francs. Quant aux prés et aux champs, ils sont loués moyennant 1.252 fr. 50.

II. — INTÉRÊTS DES FONDS LIBRES BUDGÉTAIRES

Nous ajoutons à la catégorie des ressources domaniales le montant des intérêts : 1° des fonds libres budgétaires placés chaque année au Trésor par les soins du trésorier-payeur général ; 2° des excédents placés en rentes sur l'Etat et produisant intérêt.

Les fonds libres budgétaires des communes déposés au Trésor rapportent bien peu à celles-ci, puisque, par décision du ministre des Finances en date des 22 et 24 janvier 1912, l'intérêt de ces fonds a été abaissé de 2 à 1 % (1). Malgré la faiblesse de ce taux, lesdits fonds sont pour les communes une source de revenus assez importante, ainsi qu'on le verra plus bas.

Pour ce qui regarde Montmarlon, une recette de cette nature est indiquée pour la première fois dans le compte de gestion de 1840 (0 fr. 02 pour intérêts de fonds placés au Trésor). Au compte de gestion de 1850, ces intérêts se montent à 84 fr. 98, mais ils ne sont plus que de 19 fr. 97 au compte de gestion de 1860 et de 20 fr. 12 au compte de gestion de 1873.

Le budget de 1883 prévoit une recette de 213 fr. 16 et la recette portée au dernier compte de gestion (1882) est de 290 francs. Le budget de 1893 prévoit 160 francs d'intérêts ; celui de 1903, 80 francs ; celui de 1908, 100 francs (le dernier compte de gestion (1907) porte 86 fr. 30). Egalement 100 francs de recette sont prévus pour le même objet au budget de 1910. Le budget primitif de Montmarlon pour l'exercice 1913 prévoit une

(1) *Bulletin de statistique et législation comparée*, janvier 1912.

recette de 50 francs comme intérêts des fonds placés au Trésor ; celui de 1914 prévoit la même somme.

Nous ferons observer que le budget de 1903 est le premier où l'on voit figurer les rentes de Montmarlon sur l'Etat. Elles sont inscrites parmi les revenus des biens communaux et s'élèvent à la somme de 31 francs. Cette recette de 31 francs est mentionnée dans tous les budgets ultérieurs, y compris celui de 1914.

III. — LOCATION DE LA CHASSE

La commune de Montmarlon loue à un particulier le droit de chasser sur son territoire. Ce revenu domanial ne saurait être que faible, car les bois et les landes sont médiocrement giboyeux.

Ladite recette paraît pour la première fois au compte de gestion de 1845, sous le titre : « Droit de chasse ». Elle est de 12 francs non seulement cette année-là, mais encore en 1850. En 1860, elle n'est plus que de 10 fr., mais elle monte à 15 francs en 1865 (comptes de gestion desdites années).

Le budget de 1873 prévoit une recette de 20 francs pour la location du droit de chasse ; une prévision de 25 francs figure aux budgets de chacune des années 1883 et 1893. Le budget de 1903 et tous les budgets suivants jusqu'à celui de l'année 1914 prévoient une recette de 21 francs. Quant à la recette prévue au budget de 1914, elle est de 50 francs. Pourquoi pensa-t-on que la chasse se louerait à un prix si élevé en 1914 ? Nous l'ignorons tout à fait.

CHAPITRE II

Ressources provenant de l'impôt communal et des prélèvements sur des impôts et des recettes d'Etat.

Les ressources de ce genre sont importantes pour beaucoup de communes ; elles le sont peu pour celle de Montmarlon, et nous verrons bientôt pourquoi.

Dans ce chapitre, nous porterons d'abord notre attention sur les centimes communaux et les taxes municipales, puis sur la part que l'Etat accorde à la commune sur le produit de certaines contributions publiques (par exemple de la contribution des chevaux et des voitures), ainsi que sur certaines de ses recettes, comme les amendes et le prix des permis de chasse. Nous examinerons enfin quelle somme l'Etat alloue à la commune de Montmarlon sur les fonds disponibles du budget des cultes.

1° CENTIMES ADDITIONNELS COMMUNAUX

Ce ne sont pas vraiment des impôts communaux, mais bien plutôt des « surtaxes mobiles aux contributions directes nationales ». Leur grand inconvénient est de subir tous les désavantages des impôts directs sur la base desquels ils sont perçus, comme d'ailleurs ils en ont forcément les avantages : si le principal est mal assis, les centimes additionnels viendront aggraver le mal, mais ils n'en sont pas moins, surtout pour les communes rurales, des impositions de nature excellente.

Les centimes additionnels communaux représentent la taxation par l'intérêt opposée à la taxation d'après les

facultés contributives ; en effet, c'est la terre, la maison qui profitent le plus des services communaux.

« C'est un procédé d'imposition clair et pratique, car les communes se trouvent profiter d'une organisation fiscale toute faite et participer aux avantages d'ordre, d'exactitude et de sécurité qui en découlent ; c'est un procédé économique, car tous les frais d'assiette incombent à l'Etat, principal intéressé. C'est enfin un procédé facile et commode, car le produit du centime étant connu exactement ou approximativement (suivant qu'il s'agit d'impôt de répartition ou de quotité), on détermine sans peine chaque année le nombre qu'il en faut pour équilibrer le budget » (1).

Mais, avant de voter les centimes additionnels, il faut se rendre compte de la valeur du centime. Cette valeur est déterminée d'après le principal des contributions directes inscrit au tableau desdites contributions envoyé chaque année à la mairie.

L'article 26 de la loi du 8 août 1890 a décidé que, pour ce qui concerne la contribution foncière, on se baserait sur un principal fictif, c'est-à-dire sur le principal de cette contribution au rôle de 1890 ; voilà donc un centime dont la valeur ne peut changer. Cette disposition de la loi l'a empêché de baisser, ce qui aurait amené naturellement le vote de centimes supplémentaires, car, depuis 1890, le principal de la contribution foncière non bâtie a diminué par suite de nombreux dégrèvements et le principal de la contribution foncière bâtie a également baissé.

(1) L. PAUL-DUBOIS. — *Essai sur les finances communales*, page 245.

§ 1^{er}. — VALEUR DU CENTIME COMMUNAL

La variation de la valeur du centime tient à l'augmentation ou à la diminution du principal des contributions directes.

Ce principal varie soit sous des influences générales, soit sous des influences locales. Il peut y avoir des dégrèvements accordés par l'Etat, puisque ce dernier peut de même augmenter le produit des impôts directs en élevant le tarif des impôts de quotité ou en grossissant les ressources annuelles qui doivent être fournies par les impôts de répartition.

D'autre part, dans la commune elle-même, il peut se produire des changements purement locaux qui augmenteront ou diminueront la part d'impôts directs qui lui est attribuée. Ce n'est, d'ailleurs, pas le cas pour la commune de Montmarlon. En général, l'influence d'ordre local n'a pas joué grand rôle dans l'évaluation des centimes communaux.

La contribution foncière est la principale contribution pesant sur une commune agricole, et c'est aussi la seule sur laquelle on puisse fournir quelques renseignements précis. Elle a été établie par la loi du 1^{er} décembre 1790 avec un principal fixé à 240 millions (suivant le calcul basé sur les taxes immobilières de l'ancien régime) et réparti au marc le franc des impositions acquittées avant la Révolution. Cette répartition arbitraire fut cause d'erreurs que l'on rectifia au moyen de dégrèvements accordés aux départements lésés par cet excès d'impositions. Aussi, la contribution foncière tomba-t-elle à 168 millions parce que, tout en accordant

des dégrèvements à certains départements, on avait omis de relever le contingent des autres.

La loi du 15 mai 1818, confirmée par celle du 31 juillet 1821, fit une évaluation directe des revenus fonciers en se basant sur le cadastre. Un nouveau dégrèvement en résulta et la contribution foncière tomba à un principal de 154 millions et demi.

Dès lors, les dégrèvements cessèrent ou il n'y en eut plus que très peu. Les lois du 7 août 1850, du 5 août 1874, du 3 août 1875 et du 9 août 1879, sans modifier l'assiette de l'impôt foncier, firent de nouvelles évaluations des revenus fonciers. Pour ce qui concerne Montmarlon, les matrices cadastrales ne nous ont montré aucune modification importante de la matière imposable. Les nouvelles évaluations dont nous avons parlé plus haut ont servi pour la répartition des dégrèvements entre les arrondissements et les communes.

Relativement à la propriété bâtie, la loi du 8 août 1885 dispose dans son article 34, « qu'à partir du 1^{er} janvier 1886, l'administration des contributions directes procèdera au recensement de toutes les propriétés bâties avec évaluation de la valeur locative de chacune d'elles ». La loi sur les contributions directes du 8 août 1890 déclare dans son article 5, que « la contribution foncière des propriétés bâties sera, à partir du 1^{er} janvier 1891, réglée en raison de la valeur locative telle qu'elle a été établie conformément à l'article 34 de la loi du 8 août 1885, sous déduction d'un quart pour les maisons et d'un tiers pour les usines, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations ».

Le taux de la contribution foncière bâtie est fixé par

l'article 6 de la même loi à 3 fr. 20 pour cent de la valeur locative établie comme nous venons de le dire. L'article 8 dit que les évaluations servant de base à la contribution foncière des propriétés bâties seront revues tous les dix ans, sauf modifications exceptionnelles au cours d'une période.

Du fait de cette loi, une notable diminution de la part d'impôt est constatée dans 50 départements et dans 21.574 communes (1). Cette diminution s'est particulièrement fait sentir dans le département du Jura. Le contingent communal de l'impôt foncier sur la propriété bâtie a donc diminué à Montmarlon, par suite de la nouvelle évaluation et de l'application du nouveau tarif.

Dans cette commune, le revenu imposable et le centime le franc ont très peu varié depuis 1892 : à cette date, le revenu imposable était de 173 fr. 13 et le centime le franc, de 0 fr. 0954.

Pour ce qui est de la matière imposable, elle est toujours restée la même à Montmarlon depuis plus d'un siècle : on y comptait huit maisons en 1789 et en 1856 (2), et leur nombre est encore de huit.

L'article 26 de la loi du 8 août 1890 empêcha la baisse du centime communal, mais avant 1890, il subit la répercussion du principal des deux contributions foncières.

(1) *Bulletin annoté des lois et décrets*, tome XLIV, 1891, page 1 et suivantes.

(2) *Dictionnaire de Rousset, Op. c.*, tome IV, article Montmarlon, page 320.

§ 2. — LES CINQ CENTIMES ORDINAIRES

A la différence des autres centimes additionnels dont la commune est imposée et qui portent sur toutes les contributions directes, les cinq centimes ordinaires ne portent que sur la contribution foncière et sur la contribution personnelle mobilière.

Le décret du 29 mars-3 avril 1791 et la loi du 28 Pluviôse an VIII autorisèrent leur établissement. A Montmarlon, ils produisirent en 1809 la somme de 26 francs (recette prévue au budget). Les comptes de gestion indiquent celle de 21 fr. 70 pour chacune des années 1840, 1845, 1850, 1855 et 1860. Le budget de 1873 prévoit 33 fr. 75 ; celui de 1883, 33 fr. 30 ; celui de 1893, 33 fr. 20. Le budget de 1903, sous le titre « 5 centimes sur les deux premières contributions », prévoit une recette de 32 fr. 40 ; celui de 1908, 32 fr. 25 ; ceux de 1910, de 1911, de 1912, de 1913 et de 1914 prévoient 33 francs.

On voit que, depuis 1873, le produit de ces centimes n'a guère varié ; il se maintient entre 32 et 34 francs ; aussi, depuis quelques années, l'évalue-t-on au budget à 33 francs, mais il atteint rarement le chiffre de cette prévision (32 fr. 25 au compte administratif de 1910, 31 fr. 95 à celui de 1912).

La commune de Montmarlon ne s'est jamais imposée annuellement que des cinq centimes ordinaires ; le produit de ses bois lui a permis de satisfaire, sans autres centimes additionnels, aux nouvelles dépenses mises à la charge des communes.

§ 3. — CENTIMES POUR INSUFFISANCE DE REVENUS

Ce sont des centimes qui ont été rendus nécessaires par l'accroissement des charges communales ; ils n'ont jamais reçu d'affectation bien déterminée.

D'après la jurisprudence du Conseil d'Etat (1), il y a insuffisance de revenus lorsque les recettes ordinaires des budgets ne sont pas assez considérables pour couvrir les dépenses ordinaires, tant obligatoires que facultatives, et les dépenses extraordinaires ayant un caractère obligatoire.

En 1892, une imposition extraordinaire de 49 fr. 64 est inscrite au budget de la commune de Montmarlon pour insuffisance de revenus ; pour la même cause, le budget de 1902 porte 33 francs et celui de 1910 prévoit 33 fr. 40. A notre connaissance, ce sont là les trois seules années où la commune de Montmarlon, dont la situation financière est d'ordinaire excellente, se soit imposée de centimes pour insuffisance de revenus.

2° TAXES MUNICIPALES

Aux divers budgets de Montmarlon figurent trois taxes municipales : la taxe sur les chiens, la taxe sur le bétail et la taxe sur l'affouage.

La taxe sur les chiens fut établie par la loi du 2 mai 1855 que complétèrent et modifièrent les décrets du 4 août 1855, du 3 août 1861 et du 22 décembre 1866.

(1) LÉON MORGAND. — *La loi municipale*, 1910, tome II, page 204, n° 1463.

D'après l'article 3 de la loi de 1855, la taxe sur les chiens a un maximum : 10 francs, et un minimum : 1 franc, entre lesquels le tarif peut être arrêté dans chaque commune par délibération du Conseil municipal homologuée par décret, après avis du Conseil général. Pour Montmarlon, le tarif communal date de 1856 ; il est fixé à 1 franc, minimum permis par la loi, pour les chiens de garde, et à 5 francs pour les chiens de chasse ou d'agrément. Mais, actuellement, il n'y a plus, dans cette commune, que des chiens de garde.

D'après les comptes de gestion, cette taxe a produit : 9 francs en 1857, 11 en 1860, 3 en 1873, 2 en 1880, 4 en 1883, 3 en 1887, 3 en 1893, 2 en 1902, 6 en 1907, 5 en 1909 et 9 en 1912. Une somme de 10 francs est inscrite en prévision au budget primitif de 1914.

Une taxe également communale, mais qui n'a pas même duré vingt ans, est la taxe sur le bétail ; elle était antérieure à la taxe sur les chiens, à laquelle elle ressemblait en ce sens qu'une somme fixe était perçue par tête d'animal. Elle fut établie en 1827, pour le paiement de la contribution des communaux et pâtures. Voici, du reste, le texte de la délibération du Conseil municipal qui en fixa les modalités (1) : « Considérant que le montant de ladite contribution est de la somme de 48 fr. 43 centimes, — que le moyen le plus juste de pourvoir à son paiement est de taxer le bétail qui a profité dudit parcours, — que le nombre de ces bêtes est de 104 bœufs ou vaches et de 23 veaux ; — on répartira 42 fr. 64 sur les bœufs ou vaches, soit 0 fr. 41 par tête ;

(1) Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de Montmarlon, année 1827.

5 fr. 13 sur les veaux de deux ans et 0 fr. 68 sur les veaux d'un an, soit 0 fr. 27 par tête pour les premiers et 0 fr. 17 par tête pour les seconds ».

Cette taxe du bétail disparut en 1846 ; le compte de gestion pour l'année 1845 porte encore une recette de 80 francs pour le même objet, mais il indique que cette somme n'a pas été recouvrée.

Enfin, il y a la taxe d'affouage qui a donné lieu aux recettes suivantes : 107 francs en 1840 ; 140 francs en 1845 ; 242 francs en 1850 ; 400 francs en 1860, etc. Les comptes administratifs montrent que la taxe sur l'affouage communal a produit : 700 francs en 1902, 200 francs en 1907, 114 francs en 1909, 198 francs en 1912.

Le budget de 1903 prévoyait une recette de 140 francs et, depuis 1905, tous les budgets prévoient uniformément 400 francs comme produit de la taxe sur l'affouage.

3° PRÉLÈVEMENTS SUR CERTAINS IMPÔTS D'ÉTAT

L'Etat a abandonné aux communes une partie du produit de certains impôts généraux, et il l'a fait, non pas par générosité, mais afin de les intéresser au développement et au recouvrement de ces impôts.

§ 1^{er}. — *Part de la commune dans le produit des patentes*

Le droit d'avoir une part du produit des patentes fut accordé aux communes par la loi des 2 et 17 mars 1791, et cette part fut fixée à deux sous par livre du principal. Puis, l'arrêté du gouvernement du 15 Fructidor an VIII

réduisit ces deux sous à huit centimes, en donnant les autres deux centimes aux contrôleurs chargés de la confection des tableaux des patentes. Enfin, la loi sur les patentes du 25 avril 1844 dispose, dans son article 32, qu'il sera prélevé sur le principal de la contribution des patentes une part de huit centimes, laquelle sera versée comme recette municipale.

Montmarlon ne s'est que très rarement trouvé dans le cas de bénéficier de cette part du produit des patentes. Si le budget de 1809 prévoit 0 fr. 99 comme part dans ledit produit, si au compte de gestion de 1850 figure une recette de 10 francs portée comme attribution à la commune sur les patentes de l'année, si enfin, les budgets de 1878 à 1885 prévoient une recette de 0 fr. 38 provenant de la même source, il n'y a plus à Montmarlon un seul patentable depuis 1885. Ce village est trop petit pour que personne y entreprenne un commerce de quelque importance ou l'y continue longtemps.

§ 2. — *Part attribuée à la commune sur le produit de l'impôt des chevaux et voitures.*

Cet impôt a été établi par la loi du budget du 2 juillet 1862, articles 4 et 5 ; puis, celle du 23 juillet 1872 fixa au vingtième du montant de l'impôt la part allouée aux communes sur le produit.

Pour ce qui est de Montmarlon, nous ne voyons cette recette prévue qu'au budget de 1893, où elle s'élève à 1 franc, mais le compte de gestion de la même année n'indique que 0 fr. 24. Le budget de 1903 prévoit encore 1 franc (recette de 0 fr. 37 portée au compte administratif de 1902) ; celui de 1908 prévoit 1 fr. 50

(on trouve 1 fr. 47 au compte de 1907) ; le budget de 1910 prévoit 2 francs (on lit aussi 2 francs au compte de 1909) ; les budgets de 1913 et de 1914 prévoient une recette de 1 fr. 50 pour attribution sur l'impôt des chevaux et voitures (la somme de 1 fr. 16 est portée au compte de 1912).

On a souvent demandé la communalisation de la taxe des chevaux et voitures ; en d'autres termes, on a souvent demandé que le produit de cette taxe appartint tout entier à la commune. En vérité, ce serait là un avantage considérable, même pour une commune aussi petite que Montmarlon.

4° ATTRIBUTIONS FAITES AUX COMMUNES SUR LES RECETTES D'ÉTAT

§ 1^{er}. — *La loi des 28 septembre-6 octobre 1791* accorda aux communes une partie des amendes de police correctionnelle et la totalité des amendes de police municipale et rurale, mais la loi du 11 Frimaire an VII leur enleva la moitié de ces dernières amendes. Enfin, la loi du 19 février 1820 décida que la part des communes dans le produit des amendes en question serait des deux tiers.

Dans chaque département, on centralise le montant de ces amendes, de manière à former un fonds commun (1) et, sur la proposition du préfet, la commission départementale le répartit entre les communes pauvres. En réalité, les parts ainsi accordées aux communes sont

(1) LÉON MORGAND. — *Op. c. La loi municipale*, 1910, tome II, page 235.

des subventions d'Etat qu'elles reçoivent pour payer des dépenses extraordinaires.

Pour ce qui concerne Montmarlon, le compte de gestion de 1840 porte, parmi les recettes non prévues, une somme de 3 fr. 80 produite par les amendes de police rurale; celui de 1850, une recette de 32 fr. 50 provenant des amendes de chasse ; celui de 1884, une recette de 14 fr. 20 ayant la même origine ; celui de 1897, une recette de 18 fr. 50 produite encore par les amendes de chasse. Dans les comptes de gestion ultérieurs, on ne voit plus figurer le produit d'aucune espèce d'amende.

§ 2. — *Attribution à la commune sur le produit
des permis de chasse*

Une nouvelle ressource pour les communes a été créée par la loi du 3 mai 1844 qui leur a accordé une somme fixe de 10 francs pour chaque permis de chasse délivré sur avis de leur maire.

Une recette de 30 francs est portée au compte de gestion de 1850 pour cet objet ; 10 francs en 1860 ; 20 francs en 1875 ; 30 francs en 1890 ; 10 francs en 1893 ; 40 francs en 1905 ; 20 francs en 1908.

La même recette de 20 francs figure à tous les comptes de gestion depuis 1908 jusqu'à 1913 inclus. Cette attribution constitue donc pour Montmarlon une recette budgétaire assez faible. On voit que le nombre des permis de chasse délivrés varie de un à quatre ; depuis six ans, il n'est que de deux.

5° ALLOCATIONS AUX COMMUNES SUR LES FONDS
DISPONIBLES DU BUDGET DES CULTES

L'article 41 de la loi du 9 décembre 1905 est conçu en ces termes : « Les sommes rendues disponibles chaque année par la suppression du budget des cultes seront réparties entre les communes au prorata du contingent de la contribution foncière des propriétés non bâties qui leur aura été assigné pendant l'exercice qui précèdera la promulgation de la présente loi ». Le budget de 1906 prévoit un crédit de 4 millions comme chiffre de première répartition; celui de 1910, un crédit de 20 millions, et le chiffre des crédits va en augmentant par suite de la diminution des charges de l'Etat en matière de pensions aux ministres des cultes.

La somme attribuée à Montmarlon dans la répartition de ces crédits s'élève à 34 francs en 1906 (budget additionnel) ; à 38 francs en 1907 (budget additionnel) ; à 47 francs en 1908 (budget additionnel) ; également à 47 francs en 1909 (compte administratif) ; à 120 francs en 1910 (prévision du budget primitif) ; à 100 francs en 1911 (prévision du budget primitif) ; à 78 francs en 1912 (compte administratif) ; à 80 francs en 1913. Le budget primitif de 1914 prévoit 86 francs.

Il est dit dans une circulaire du ministre de l'Instruction publique, en date du 7 avril 1906, que « l'emploi de ces sommes sera réglé en toute liberté par les Conseils municipaux qui, s'ils ne peuvent les faire servir à des dépenses d'utilité publique, auront également la faculté d'en faire profiter les contribuables par voie d'exonération d'impôt et notamment par la réduction du nombre des centimes communaux. Les contribuables

bles, ajoute le ministre, trouveront ainsi, dans ces dégrèvements, une compensation appréciable des charges nouvelles qu'ils croiront devoir s'imposer en matière cultuelle ».

Une circulaire ministérielle du 5 juin 1909 recommande aux Préfets de veiller à ce que les sommes dont il s'agit servent à diminuer l'imposition locale dans les communes qui équilibrent leur budget au moyen de centimes pour insuffisance de revenus.

Le Conseil municipal de Montmarlon a employé une partie des susdites sommes provenant de l'ancien budget des cultes à faire de grosses réparations aux chemins. S'il ne s'est pas servi de ces deniers pour diminuer le nombre des centimes communaux, c'est qu'à Montmarlon, l'imposition pour insuffisance de revenus est chose rare. La seule que nous ayons rencontrée est celle de 33 fr. 40, inscrite au budget de 1910.

CHAPITRE III

Ressources accidentelles et temporaires

Parmi les ressources de cette espèce, il en est un certain nombre dont nous nous sommes déjà occupés. En effet, nous avons parlé dans les chapitres précédents des emprunts contractés par Montmarlon et des subventions qui, parfois, lui ont été accordées pour tel ou tel objet. Il convient de remarquer que cette commune n'a jamais aliéné aucune partie de son domaine privé.

Pour Montmarlon, la ressource accidentelle de beaucoup la plus importante consiste dans la coupe extraor-

dinaire qui se fait environ tous les trois ans dans ses bois communaux. Celle de 1859 rapporta 606 francs. Les budgets de 1902, 1905, 1909 et 1913 prévoient que la coupe extraordinaire se vendra 4.000, 1.800, 3.000 et 2.500 francs. Le prix des coupes varie selon leur étendue, selon la qualité du bois et les besoins de l'industrie. L'abondance ou la rareté de la main-d'œuvre, la proximité ou l'éloignement d'une voie ferrée influent aussi sur ce prix. Avant la construction du chemin de fer de Paris à Pontarlier, les coupes de Montmarlon avaient peu de valeur.

A plusieurs budgets de cette commune figurent des coupes de chablis ou arbres abattus par la tempête. Leur vente rapporte parfois des sommes assez considérables : 230 francs en 1905 ; 185 francs en 1908 ; 400 francs en 1910 ; 350 francs en 1913 (prévisions des budgets additionnels).

Il n'est pas besoin de dire qu'à Lemuy, qui possède plus de 200 hectares de forêt, les coupes de tout genre sont beaucoup plus importantes qu'à Montmarlon. Le budget de Lemuy pour l'année 1912 prévoyait que la coupe extraordinaire produirait 10.000 francs ; d'après le compte de gestion, elle en a produit 13.207. Quant à la vente des chablis, le budget additionnel de cette commune pour l'exercice 1913 estime qu'elle rapportera 1.710 francs.

DÉPARTEMENT DU JURA

ARRONDISSEMENT DE POLIGNY

CANTON DE SALINS

PERCEPTION D'ANDELOT-EN-MONTAGNE

COMMUNE DE MONTMARLON

Budget primitif pour l'Exercice 1913

Population : 29 habitants. — Principal
des Contributions directes.

Contribution foncière bâtie.....	13 fr.
» » non bâtie.....	395 »
» personnelle et mobilière	9 96
» des portes et fenêtres..	13 »
» des patentes.....	néant
Total.....	430 96
Bois de l'Etat (1).....	214 »
	644 96

(1) On ajoute au principal de la commune le principal des bois de l'Etat ; l'effet est d'augmenter la valeur du centime communal et de diminuer l'imposition de la commune.

TITRE PREMIER

RECETTES

NATURE DES RECETTES	Recettes constatées au dernier compte	RECETTES PROPOSÉS PAR			Recettes admises par le Préfet	Observations
		Le Maire	Le Conseil municipal	Le Sous-préfet		
CHAPITRE PREMIER						
RECETTES ORDINAIRES						
(A) Attributions sur divers impôts.						
Attribution sur l'impôt des che- vaux et voitures.....	1 16	1 50	1 50	1 50	1 50	
(B) Centimes additionnels aux contributions directes.						
Cinq centimes sur les contributions foncière et personnelle mobilière.	31 95	33 »	33 »	33 »	33 »	
(C) Ressources spéciales aux chemins.						
Cinq centimes pour les chemins vicinaux de toute catégorie.....	32 50	33 »	33 »	33 »	33 »	
Prestations (3 journées) en argent et en nature.....	222 27	327 »	327 »	327 »	327 »	
(D) Taxes diverses recouvrées en vertu des rôles.						
Taxe sur les chiens.....	9 »	10 »	10 »	10 »	10 »	
Taxe d'affouage.....	198 »					
(E) Revenus des biens com- munaux.						
Rentes sur l'Etat.....	31 »	31 »	31 »	31 »	31 »	
Intérêts des fonds placés au Trésor.	11 52	50 »	50 »	50 »	50 »	
Produits des coupes ordinaires de bois.....		4.000 »	4.000 »	4.000 »	4.000 »	
(F) Produits divers et ressources éventuelles ordinaires.						
Part de la commune sur les fonds disponibles du budget des cultes.	78 »	80 »	80 »	80 »	80 »	
Location de la chasse.....	21 »	50 »	50 »	50 »	50 »	
Total des recettes ordinaires.	636 40	4.615 50	4.615 50	4.615 50	4.615 50	
CHAPITRE SECOND						
RECETTES EXTRAORDINAIRES						
(A) Recettes accidentelles et temporaires.						
Produit des coupes extraordinaires de bois.....	199 »					
Total des recettes extraordinaires.	199 »					

TITRE SECOND

DÉPENSES

NATURE DES DÉPENSES	Dépenses constatées au dernier compte	CRÉDITS PROPOSÉS PAR			Crédits alloués par le Préfet	Observations
		le Maire	le Conseil municipal	le Sous-Préfet		
CHAPITRE PREMIER						
DÉPENSES ORDINAIRES						
(A) Frais d'administration.						
§ 1 Obligatoires						
Traitement du secrétaire et employés de mairie.....	70 »	70 »	70 »	70 »	70 »	
Frais de bureau à la mairie.....	30 »	60 »	60 »	60 »	60 »	
Imprimés à la charge des communes.....	10 »	10 »	10 »	10 »	10 »	
Frais des registres de l'Etat-civil.....	8 61	8 61	8 61	8 61	8 61	
Abonnement au <i>Journal Officiel</i> (édition des communes).....	4 »	4 »	4 »	4 »	4 »	
Frais de confection des rôles.....	2 51	5 »	5 »	5 »	5 »	
Traitement du receveur municipal.....	157 30	157 30	157 30	157 30	157 30	
Traitement des gardes forestiers.....	67 »	87 »	87 »	87 »	87 »	
Frais d'administration des bois.....	36 25	36 »	36 »	36 »	36 »	
Timbre des registres et mandats.....	10 45	15 »	15 »	15 »	15 »	
§ 2 Facultatives						
Abonnement à diverses publications administratives.....	5 »	5 »	5 »	5 »	5 »	
Salaire du tambour afficheur.....		5 »	5 »	5 »	5 »	
(B) Entretien des propriétés communales.						
§ 1 Obligatoires						
Contributions sur les biens et revenus communaux.....	117 50	150 »	150 »	150 »	150 »	
§ 2 Facultatives						
Visite des fours et cheminées.....	5 »	5 »	5 »	5 »	5 »	
(C) Assistance et hygiène.						
§ 1 Obligatoires						
Contingent de la commune pour les enfants assistés.....	2 »	5 »	5 »	5 »	5 »	
Dépenses d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables.....	380 »	384 »	384 »	384 »	384 »	
(D) Instruction publ.que.						
§ 1 Obligatoires						
Chauffage, éclairage et balayage des classes.....	35 25	40 25	40 25	40 25	40 25	
(E) Voirie vicinale.						
Entretien des chemins vicinaux ordinaires.....		76 »	76 »	76 »	76 »	
Frais généraux (frais de rôles, de timbre).....		5 »	5 »	5 »	5 »	
<i>(A suivre)</i>						

NATURE DES DÉPENSES (suite)	Dépenses constatées au dernier compte	CRÉDITS PROPOSÉS PAR			Crédits alloués par le Préfet	Observations
		Le Maire	Le Conseil municipal	Le Sous-Préfet		
Contingents affectés aux chemins de grande communication et d'intérêt commun.....	361 49	263 »	263 »	263 »	263 »	
Contribution pour le personnel du service vicinal.....		16 »	16 »	16 »	16 »	
Dépenses imprévues.....	71 68	100 »	100 »	100 »	100 »	
<i>Total</i>	1.404 24	1.507 16	1.507 16	1.507 16	1.507 16	
CHAPITRE SECOND						
Pas de dépenses extraordinaires.						
<i>Récapitulation</i>						
A). — Des recettes ordinaires.....	636 40	4.615 50	4.615 50	4.615 50	4.615 50	
B). — Des recettes extraordinaires.....	199 »	»	»	»	»	
<i>Total des recettes</i>	835 40	4.615 50	4.615 50	4.615 50	4.615 50	
A). — Des dépenses ordinaires.....	1.404 24	1.507 16	1.507 16	1.507 16	1.507 16	
B). Des dépenses extraordinaires....	»	»	»	»	»	
<i>Total des dépenses</i>	1.404 24	1.507 16	1.507 16	1.507 16	1.507 16	
<i>Récapitulation générale</i>						
Recettes ordinaires et extraordinaires.....	835 40	4.615 50	4.615 50	4.615 50	4.615 50	
Dépenses ordinaires et extraordinaires	1.404 24	1.507 16	1.507 16	1.507 16	1.507 16	
Résultat (En excédent		3.108 34	3.108 34	3.108 34	3.108 34	
(En déficit	568 84					

Proposé par nous, Maire et membres du Conseil de Montmarlon réunis en session ordinaire, conformément à la loi.

A Montmarlon, le 9 juin 1912.

Le sous-Préfet de l'arrondissement de Poligny estime qu'il y a lieu d'arrêter les recettes et dépenses du présent budget ainsi qu'il suit :

Les recettes à la somme de quatre-mille six cent quinze francs cinquante centimes, les dépenses à la somme de quinze cent sept francs seize centimes.

A Poligny, le 26 octobre 1912.

Le Préfet du département arrête le budget de la commune de Montmarlon, pour l'exercice 1913, savoir :

En recette, à la somme de quatre mille six cent quinze francs cinquante centimes, ci..... 4.615 50

En dépense, à la somme de quinze cent sept francs seize centimes, ci..... 1.507 16

et autorise le Maire de cette commune à délivrer des mandats sur le receveur municipal, jusqu'à concurrence des allocations portées dans l'état des dépenses admises, sans pouvoir excéder ces allocations, ni disposer de la somme restant libre, qu'après en avoir obtenu l'autorisation sur une demande délibérée en Conseil municipal.

Fait à Lons-le-Saunier, le 16 décembre 1912.

Le Préfet.

Chapitres additionnels au Budget de 1913

NATURE DES RECETTES	RECETTES PROPOSÉES PAR			Recettes admisses par le Préfet	Observations
	le Maire	le Conseil municipal	le Sous-Préfet		
CHAPITRE III					
RECETTES SUPPLÉMENTAIRES					
Section I. — Report					
Excédents de l'exercice 1912.....	891 56	891 56	891 56	891 56	
Section II					
Vente de la coupe de chablis.....	350 »	350 »	350 »	350 »	
Charges forestières de la coupe de chablis ...	15 »	15 »	15 »	15 »	
— — — ordinaire.....	50 »	50 »	50 »	50 »	
— — — extraordinaire.	30 »	30 »	30 »	30 »	
Coupe extraordinaire 1/10 ^e	250 »	250 »	250 »	250 »	
Total des Recettes supplémentaires....	1.586 56	1.586 56	1.586 56	1.586 56	

NATURE DES DÉPENSES	CRÉDITS PROPOSÉS PAR			Crédits alloués par le Préfet	Observations
	Le Maire	Le Conseil municipal	Le Sous-préfet		
CHAPITRE III					
DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES.					
§ 1 Report. Crédits annulés. Dépenses res- tant à payer à la clôture de l'exercice 1912, savoir :					
Charges forestières antérieures.....	29 40	29 40	29 40	29 40	
§ 2 Dépenses non effectuées en 1912.					
Centimes et prestations pour les chemins vicinaux.....	406 04	406 04	406 04	406 04	
§ 3 Nouveaux crédits					
Emploi des charges forestières des Chablis...	15 »	15 »	15 »	15 »	
Emploi des charges forestières de la coupe ordinaire.....	50 »	50 »	50 »	50 »	
Emploi des charges forestières de la coupe extraordinaire.....	30 »	30 »	30 »	30 »	
Traitement des gardes forestiers.....	57 »	57 »	57 »	57 »	
Entretien des fontaines.....	50 »	50 »	50 »	50 »	
Entretien des chemins ruraux.....	100 »	100 »	100 »	100 »	
Nettoisement des abreuvoirs.....	18 »	18 »	18 »	18 »	
Fournitures scolaires aux élèves.....	30 »	30 »	30 »	30 »	
Gratification à l'instituteur de Lemuy.....	50 »	50 »	50 »	50 »	
Subvention à Lemuy pour le chalet.....	200 »	200 »	200 »	200 »	
Exploitation de la coupe affouagère.....	55 »	55 »	55 »	55 »	
Entretien de l'aliéné Sornay.....	80 »	80 »	80 »	80 »	
Répartition de l'affouage.....	2.500 »	2.500 »	2.500 »	2.500 »	
Fête du 14 Juillet.....	50 »	50 »	50 »	50 »	
Secours aux indigents.....	120 »	120 »	120 »	120 »	
Frais de bureau de la mairie (supplément)....	30 »	30 »	30 »	30 »	
Frais de voyage.....	50 »	50 »	50 »	50 »	
Dépenses imprévues.....	50 »	50 »	50 »	50 »	
Visite des fours et cheminées.....	3 »	3 »	3 »	3 »	
Total des dépenses supplémentaires. . .	3.973 44	3.973 44	3.973 44	3.973 44	
Nombre des conseillers en exercice : 10.					
Membres présents : 6.					

RÉCAPITULATION	PROPOSÉS PAR			Suivant décision du Préfet
	Le Maire	Le Conseil municipal	Le Sous-Préfet	
Recettes supplémentaires.....	1.586 56	1.586 56	1.586 56	1.586 56
Dépenses supplémentaires.....	3.973 44	3.973 44	3.973 44	3.973 44
Excédent de.. } Recettes				
} Dépenses	2.386 88	2.386 88	2.386 88	2.386 88
Imputable sur l'excédent du budget de 1913 (primitif) lequel s'élève à la somme de.....	3.108 34	3.108 34	3.108 34	3.108 34
Reste disponible.....	721 46	721 46	721 46	721 46

On ne peut tirer de cette étude d'autre conclusion que celle-ci : la situation budgétaire de Montmarlon est excellente.

Celle de la commune de Lemuy pour le même exercice est encore meilleure, ainsi qu'on va le voir :

1° Budget primitif :

Recettes ordinaires et extraordinaires.	22.185 50
Dépenses ordinaires et extraordinaires	16.025 83
Résultat en excédent.....	6.159 67

2° Budget additionnel :

Recettes supplémentaires.....	18.149 32
Dépenses supplémentaires.....	9.121 68
Résultat en excédent.....	9.027 64

Résultat de ces deux budgets : en excédent 15.187 31

Toutefois, la situation budgétaire de Montmarlon est, en réalité, préférable à celle de Lemuy. En effet, Montmarlon n'a pas de dette, n'ayant emprunté qu'une seule fois (3.000 francs en 1872) et ayant remboursé entièrement cette somme. Au contraire, Lemuy a emprunté récemment, en trois fois, la somme de 83.000 francs remboursable en trente ans par annuités, savoir : 50.000 francs en 1908, 20.000 francs en 1909 et 13.000 francs en 1910. Ainsi, cette riche commune devra consacrer pendant longtemps ses excédents de recettes à amortir la dette qu'elle a contractée.

CONCLUSION

Arrivé au terme de cette étude, nous examinerons s'il ne conviendrait pas que Montmarlon cessât, malgré sa bonne situation budgétaire, d'être une commune pour devenir, comme Pontamougeard, un hameau de Lemuy.

En vérité, il serait avantageux pour l'Etat que les très petites communes disparussent, soit qu'on réunît plusieurs d'entre elles pour en former une seule, soit qu'on les fondît dans des communes de quelque importance. La disparition des très petites communes simplifierait la tâche des préfets et des sous-préfets, ainsi que celle des agents des Contributions directes et des percepteurs, diminuerait le nombre des écritures et des imprimés de tout genre et éviterait à l'ensemble des contribuables français de payer tant de réparations de bâtiments de mairie, tant de traitements de secrétaires de mairie, tant de frais de bureau de mairie, tant de voyages des maires pour les affaires locales et tant d'autres dépenses occasionnées par l'existence de tant de communes.

En outre, les très petites communes ont d'ordinaire des revenus très faibles, beaucoup plus faibles que leurs besoins. Dès qu'elles veulent faire exécuter quelques travaux, elles sont obligées d'emprunter ou de solliciter l'aide de l'Etat et du département ; et, comme la somme prêtée ou les subsides accordés sont souvent insuffisants, il arrive que les travaux ne sont pas exécutés aussi bien, aussi complètement qu'il le faudrait. Mainte commune de moyenne importance ne serait pas

obligée de s'endetter pour construire ou réparer des bâtiments communaux, si une, deux ou trois des très petites communes voisines lui étaient réunies. Voici deux ou trois petites communes : la bourse de chacune d'elles est trop peu garnie, pour qu'elle puisse se procurer ce dont elle a besoin. Si ces deux ou trois communes joignent leurs ressources, la réalisation de ce qui leur serait nécessaire sera singulièrement facilitée.

Nous avons dit, au commencement de cette étude, que, dans les très petites communes, il n'y a pas, à proprement parler, d'élections municipales, puisque tous ou presque tous les électeurs y sont forcément conseillers. Le trop petit nombre des électeurs rend le choix impossible ou à peu près impossible. Ainsi, à Montmarlon, le conseil est formé de tous les électeurs, sauf deux, car il n'y a que douze électeurs dans cette commune. Un autre inconvénient résulte du trop petit nombre d'électeurs, à savoir que la plupart des conseillers sont proches parents les uns des autres. Ce n'est que dans les communes de plus de 500 habitants que, d'après la loi, les ascendants et descendants, les frères et les alliés au même degré ne peuvent être simultanément membres d'un même conseil municipal. Il n'est pas besoin d'indiquer quelles cabales peut former un conseil composé, en majeure partie, de proches parents et quelles injustices il peut commettre. Notons que, parmi les douze électeurs de Montmarlon, dont dix sont conseillers, on trouve les deux frères Choulet, les deux frères Girod et leur neveu, le père et le fils Lanquetin, les cousins Hippolyte et Ernest Quintard.

Enfin, quand le nombre des électeurs est égal ou presque égal à celui des membres dont le conseil doit

être composé ; quand, par conséquent, l'élection, le choix est tout à fait ou quasi impossible, il peut se produire, précisément à cause de cette impossibilité, que celui-ci ne contienne pas un seul homme instruit, voire pas un seul homme vraiment intelligent, sensé et consciencieux. Sans doute, par ses préfets et ses sous-préfets, l'Etat tient les communes tellement en tutelle qu'aucun conseil municipal ne saurait leur porter un très grave préjudice matériel, mais une assemblée d'hommes ignorants, sots ou négligents peut empêcher, pour longtemps, un village d'être florissant, par exemple en ne faisant pas reboiser la partie des landes communales inutile au bétail, en laissant les moutons paître n'importe où dans celles-ci, en ne faisant pas extirper et brûler les buissons et les ronces qui y poussent, en ne veillant pas à l'entretien des chemins ruraux, en ne faisant pas réparer à temps les bâtiments de la commune, en ne prenant pas de mesures destinées à assurer la salubrité publique, etc.

La superficie de beaucoup de communes très peu peuplées se rapproche souvent de celle d'un domaine rural de moyenne étendue. Il y a, dans le Comté et le Duché de Bourgogne, dans la Bresse et dans la Dombes, dans presque toutes les provinces de France, un grand nombre de propriétés particulières plus vastes que Montmarlon (324 hectares). On peut donc regarder ce village comme un seul et unique domaine que cinq héritiers se seraient partagé, en stipulant que la forêt et les landes resteraient à perpétuité communes et indivises. Or, ne pourrait-il pas se produire qu'un homme riche achetât successivement les cinq lots de terres et de prés de Montmarlon et parvint, par conséquent, à jouir

seul des biens communaux ? Cette éventualité n'est guère à craindre lorsque le territoire d'un village est cultivé par des propriétaires. Mais, à Montmarlon, quatre des cinq propriétaires se sont établis ailleurs et exploitent leurs champs par des fermiers. Or, le paysan tient médiocrement à la terre qu'il ne cultive plus de ses mains, à la maison qu'il n'habite plus en personne, et il s'en défait sans longue hésitation quand on lui en donne un prix raisonnable. Ainsi, en laissant subsister une très petite commune dont la population se compose principalement de fermiers et de leur famille, on court le risque qu'un homme arrive un jour à la posséder tout entière, à jouir seul des pâturages et des bois communaux ; bref, à être à lui seul toute la commune.

D'ailleurs, qu'une commune soit petite ou grande, il est funeste pour elle que la majorité de ses électeurs soit composée de fermiers, car ceux-ci ne tardent guère à s'accorder pour s'emparer de tous les sièges du Conseil municipal, pour imposer leur volonté à ce qui reste des anciens habitants, souvent même pour les vexer de cent façons. En outre, ils gèrent les affaires du village sans respect du passé, étant des nouveau-venus, des étrangers ; et ils les gèrent surtout sans souci de l'avenir, ne considérant que leur intérêt actuel, puisqu'ils sont toujours disposés à quitter la ferme qu'ils tiennent pour en prendre une meilleure dans un autre pays.

Présentement, les habitants de Montmarlon veulent le maintien de leur commune dont, nous le répétons, la situation budgétaire est bonne ; et ils ne le veulent pas seulement par fierté, par amour de l'indépendance. Si, disent-ils, notre commune était supprimée ; si, par conséquent, Montmarlon devenait, comme Pontamou-

geard, un hameau de Lemuy, nous aurions le désagrément de payer des impôts plus lourds, et ce désagrément ne serait compensé par aucun avantage, car l'église, l'école et le chalet seraient toujours situés aussi loin. Puis, le Conseil municipal de Lemuy tiendrait-il notre fontaine et notre abreuvoir en aussi bon état que nous les tenons nous-mêmes ?

D'ordinaire, le Préfet n'ordonne pas d'office la réunion de deux communes. Il attend que le Conseil municipal ou le tiers des électeurs inscrits de l'une d'elles lui adresse une demande à cet effet. Là-dessus, il fait une enquête et prend l'avis des conseils municipaux, du conseil d'arrondissement et du conseil général, afin d'apprécier si la demande portée devant lui est conforme à l'intérêt public. Lorsque la modification projetée réunit, quant au fond et quant aux conditions de la réalisation, l'adhésion des conseils municipaux, le conseil général statue définitivement. Toutefois, les habitants de la commune supprimée peuvent déférer au Conseil d'Etat le décret qui supprime leur commune. Lorsqu'il y a désaccord entre les conseils municipaux et les commissions intéressées, ou lorsque le Conseil général désapprouve le projet qui lui est soumis, le dernier mot appartient au Conseil d'Etat.

Si, d'ordinaire, le Préfet n'ordonne pas d'office la réunion de deux communes, il a néanmoins le droit de le faire et, à notre humble avis, il serait bon qu'il usât de ce droit ou, tout au moins, qu'il prît, comme il le peut, l'initiative du projet de réunion, toutes les fois que la majorité des propriétaires cultivateurs d'une commune signent eux-mêmes la déchéance de celle-ci en y mettant à leur place des fermiers et des domesti-

ques, c'est-à-dire une population instable et temporaire; toutes les fois aussi que les électeurs de la commune la désertent en nombre tel que le Conseil municipal ne puisse être formé comme le veut la loi. Dans ces deux cas, la bonne ou mauvaise situation budgétaire de la commune ne saurait être, ce nous semble, d'aucune importance pour le maintien ou la suppression de celle-ci. En effet, ce n'est pas le budget, ce ne sont pas non plus les biens communs qui constituent essentiellement la commune rurale. Elle consiste d'abord dans une majorité de familles domiciliées de père en fils sur un territoire, le possédant, le cultivant, l'aimant de père en fils, et ayant, par suite d'une longue cohabitation en un même lieu, des traditions et des habitudes communes, des besoins, des désirs et des intérêts communs. Du jour où la plupart de ces familles disparaissent du territoire et n'y sont pas remplacées, ou y sont remplacées non pas par d'autres familles devant leur ressembler, mais par des habitants temporaires comme sont les fermiers et les domestiques, de ce jour-là la commune n'existe plus réellement ; et l'Etat peut la supprimer sans craindre d'encourir le reproche de violence contre un vieil et respectable organisme.

Vu :

Lyon, le 16 octobre 1919.

Le Doyen,

L. JOSSERAND.

Vu :

Lyon, le 16 octobre 1919.

Le Président de la Thèse,

EMILE BOUVIER.

PERMIS D'IMPRIMER.

Lyon, le 18 octobre 1919.

Le Recteur de l'Académie,

JOUBIN.

